

L'Algérie innove en IA : un modèle de programmation en arabe adopté mondialement **P5**



Promotion du développement durable
Ban Ki-moon salue le rôle pionnier de l'Algérie à l'échelle internationale **P4**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 10 juin 2026 / N° 1359 / PRIX 20 DA

Campagne électorale pour les législatives **LES CANDIDATS DANS L'ARÈNE**

Au cours des vingt et un prochains jours, la scène politique sera rythmée par une intense activité. Débats d'idées, promesses de réformes, projets économiques et propositions sociales se succéderont au fil de la campagne. **P2**



London Tech Week 2026

PREMIÈRE PARTICIPATION DE START-UP ALGÉRIENNES **P7**



Sofiane Chaib réunit les responsables consulaires d'Europe du Nord
PROXIMITÉ, COMMUNICATION ET ACCOMPAGNEMENT POUR SOUDER LA DIASPORA **P4**

Exploration, développement et production d'hydrocarbures
SONATRACH ET EQUINOR VEULENT ALLER PLUS LOIN

Sonelgaz illustre la transformation d'un acteur national en un opérateur énergétique continental, mobilisant son expertise historique pour répondre aux défis énergétiques de l'Afrique. **P3**



CAMPAGNE ÉLECTORALE POUR LES LÉGISLATIVES

Les candidats dans l'arène

La campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée populaire nationale s'est ouverte hier dans un climat différent de celui des précédentes échéances. Elle durera vingt et un jours et s'achèvera, conformément à la loi, trois jours avant le scrutin fixé au 2 juillet.

PAR BOUALEM B.

Durant cette période, près de 7 000 candidats tenteront de convaincre les 24,7 millions d'électeurs inscrits, dont 854 285 à l'étranger, de leur confier l'un des 422 sièges en jeu. La révision exceptionnelle des listes électorales a permis l'inscription de près de 292 000 nouveaux électeurs, signe d'un renouvellement du corps électoral susceptible d'influencer les équilibres du scrutin. À la rencontre des électeurs, les candidats multiplient les outils de communication. Meetings populaires, réunions de proximité, points de presse et déplacements sur le terrain se conjuguent désormais avec les médias audiovisuels et les plateformes numériques. Cette fois-ci, la présence des jeunes est plus marquée qu'il y a cinq ans. On observe davantage de nouveaux visages et moins d'élus disposant déjà d'une expérience parlementaire. Nombre d'entre eux misent sur des campagnes numériques particulièrement élaborées, recourant même à des contenus créés à l'aide de l'intelligence artificielle, signe d'une évolution des pratiques de communication et de promotion politiques. Le lancement de la campagne intervient après une période de vives tensions entre les formations politiques et l'Autorité nationale in-

dépendante des élections (ANIE). L'application des articles 1 et 200 de la nouvelle loi électorale a conduit au rejet de centaines de candidatures, suscitant de vives réactions de la part des partis politiques et des listes indépendantes concernés. Plusieurs formations politiques, y compris parmi celles de la majorité parlementaire, jugent ces dispositions, notamment celles contenues dans l'article 200, trop vagues. Elles estiment également que leur mise en œuvre a manqué de transparence, faute d'explications détaillées fournies par l'Autorité. L'ANIE, pour sa part, invoque la nécessité de « moraliser la vie politique », de lutter contre « l'argent sale » et de préserver l'intégrité du scrutin. Sur le plan institutionnel, la campagne se déroule sous la supervision renforcée de l'ANIE, tandis que la gestion logistique est assurée par les services administratifs et le ministère de l'Intérieur, conformément aux récentes réformes. Une charte d'éthique a par ailleurs été signée par les partis politiques et les listes indépendantes en lice, à l'exception du RCD. Cette charte interdit notamment les discours de haine, les campagnes de diffamation ainsi que l'utilisation des institutions publiques et des équipements collectifs à des fins de propagande électorale. Elle appelle également à un usage responsable des

médias traditionnels et des plateformes numériques. Pour veiller au bon déroulement de ce marathon électoral, les médias nationaux sont également mis à contribution. Un tirage au sort, organisé samedi dernier au Centre international de conférences d'Alger, a permis de répartir le temps d'antenne entre les différents candidats, garantissant ainsi une couverture fondée sur les principes du pluralisme et de l'équité. Parallèlement à cette effervescence sur le terrain, l'hémicycle observe une pause forcée. L'Assemblée populaire nationale est officiellement entrée dans une phase qualifiée de « chômage technique ». Une mesure que le bureau de l'Assemblée présente comme strictement organisationnelle. Face aux critiques, notamment celles du député Abdelwahab Yaqoubi, qui y voit un gel anticonstitutionnel de l'activité législative, l'institution a tenu à préciser qu'il ne s'agit nullement d'une paralysie du travail parlementaire. La fin imminente de la législature, prévue pour le 8 juillet, rend en effet difficile l'aboutissement de nouvelles initiatives législatives. En outre, cette mise en veille vise à garantir une stricte neutralité institutionnelle et à empêcher toute utilisation des ressources de l'État à des fins électorales. Tout semble désormais réuni pour assurer le bon déroulement de la campagne. Le succès



de scrutin dépendra toutefois de la capacité des candidats et des institutions à conduire cette échéance dans le respect des règles, de la transparence et des principes éthiques auxquels aspirent de nombreux citoyens. Au cours des vingt et un prochains jours, la scène politique sera rythmée par une intense activité. Débats d'idées, promesses de réformes, projets économiques et propositions sociales se succéderont au fil

de la campagne. Les électeurs, plus attentifs et plus exigeants que jamais, scrutent la crédibilité des programmes et la cohérence des projets qui leur seront présentés. La parole est désormais aux électeurs. Il leur appartiendra de trancher, par leur vote, lors d'un scrutin qui s'annonce comme un test important pour la consolidation des institutions et pour la configuration de la future Assemblée populaire nationale. ■

IL RENVOIE LES PARTIS À LEURS RESPONSABILITÉS

Boutbig défend l'article 200

Le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, a affirmé que la révision de la loi sur le régime électoral s'est effectuée dans le cadre d'une démarche participative associant l'ensemble des acteurs politiques. Il a rappelé que le président de la République avait alors pris l'engagement de soumettre les projets de loi à la concertation avec les partis politiques avant leur transmission au Parlement. S'exprimant sur la chaîne El Khabar, il est revenu sur les critiques suscitées par l'article 200 de la loi, à l'origine de l'exclusion de centaines de candidats aux élections législatives du 2 juillet prochain. Selon lui, cette disposition n'a pas été introduite de manière unilatérale. « L'article 200 a été présenté à tous les partis politiques et débattu dans un climat de responsabilité et de transparence. Toutes les formations politiques l'ont accepté, même si chacune pouvait avoir sa propre appréciation de son contenu », a-t-il expliqué. Le responsable politique a souligné que le texte a suivi l'ensemble du parcours institutionnel prévu par la Constitution.

Lorsque le projet de loi organique relatif au régime électoral a atterri à l'Assemblée populaire nationale (APN), il a été examiné conformément aux procédures habituelles applicables à l'ensemble des textes législatifs avant d'être adopté par les députés. Pour le président du Front El Moustakbal, le véritable défi se situe désormais au niveau de l'application de la loi et du rôle joué par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Il a jugé inapproprié de présenter l'adoption de l'article 200 comme une mesure punitive dirigée contre la classe politique, considérant que le débat doit plutôt porter sur la manière dont cette disposition est mise en œuvre. Fateh Boutbig a également mis en avant les avancées introduites par la réforme électorale. Il a notamment cité la place accordée aux jeunes, avec un quota de 50 % de candidats âgés de moins de 40 ans. Il a également évoqué les mécanismes destinés à renforcer la transparence du scrutin. Selon lui, la problématique ne réside pas dans l'article 200 lui-même, mais dans la manière de

traiter les conséquences qui en découlent. Revenant sur le contexte politique ayant présidé à l'adoption de ces réformes, il a rappelé que depuis 2019, les pouvoirs publics ont engagé un processus visant à moraliser la vie politique et la vie publique. Cette orientation répond, selon lui, aux dérives accumulées durant les années précédentes ainsi qu'aux effets d'un usage parfois incontrôlé des réseaux sociaux. Il a estimé que certaines pratiques ont favorisé les atteintes à la réputation des personnes, la diffusion de contenus trompeurs et la fragmentation de l'opinion publique. Dans cette optique, le président du Front El Moustakbal a souligné que l'ANIE avait veillé à l'élaboration d'une charte d'éthique fixant les règles générales devant encadrer la compétition électorale. L'objectif, a-t-il expliqué, est de garantir une concurrence transparente, loyale et respectueuse des principes démocratiques. Il a réaffirmé le soutien de son parti à toutes les initiatives visant à promouvoir l'éthique dans la vie politique et à assainir les pratiques électorales.

« Nous accompagnons ces réformes et ces mesures. De la même manière que nous réclamons la transparence, l'intégrité et l'équité, nous devons nous conformer à des règles claires et rompre avec les comportements qui ont contribué à dégrader l'image de l'action politique », a-t-il déclaré. Interrogé sur l'impact concret de l'article 200 sur les candidats de son propre parti, notamment ceux concernés par les dispositions relatives aux soupçons de recours à l'argent sale, Fateh Boutbig a affirmé que les candidats du Front El Moustakbal sont soumis aux mêmes règles que l'ensemble des autres candidats. Le respect de la loi et du principe de légalité demeure, selon lui, une exigence incontournable. Il a reconnu que plusieurs candidats du parti avaient effectivement été concernés par le filtrage opéré dans le cadre de l'application de cet article et qu'ils se sont ainsi retrouvés exclus de la course électorale. Toutefois, il a assuré que cette situation n'affecterait pas la capacité de son parti à participer pleinement aux élections. Le Front El Moustakbal dis-

pose, a-t-il dit, d'un réservoir important de cadres et de compétences aptes à prendre le relais. « Lorsqu'un candidat est écarté, un autre peut le remplacer », a-t-il affirmé. Abordant enfin la question de la participation électorale, Fateh Boutbig a estimé que le débat sur l'abstention n'est pas propre à l'Algérie. Selon lui, cette problématique se pose aujourd'hui dans de nombreuses démocraties à travers le monde. Il a néanmoins insisté sur l'importance d'une forte mobilisation des électeurs, estimant qu'une participation élevée contribue à renforcer la légitimité des institutions et leur capacité à faire face aux défis politiques, économiques et sociaux. Le président du Front El Moustakbal a rappelé, à ce titre, que les élections législatives du 2 juillet seront les deuxièmes organisées depuis le Hirak. Il a également relevé que l'opération de révision des listes électorales a fait apparaître une progression relative du nombre d'inscrits parmi les jeunes, un indicateur qu'il considère comme encourageant à l'approche de ce rendez-vous électoral. Y. R.

	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zoulouache, Kouba, Alger Redaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.
				

À LA CONQUÊTE DU CONTINENT

Sonelgaz exporte son savoir-faire en Afrique

À travers le déploiement de ses projets sur le continent africain, Sonelgaz affirme une stratégie de développement fondée également sur l'exportation de son expertise et de son savoir-faire dans le domaine énergétique.

Le groupe Sonelgaz confirme son positionnement comme acteur central de l'électrification en Afrique, en mettant au service du continent une expertise accumulée de longue date dans les domaines de la production, du transport et de la distribution d'électricité. Cette expérience, forgée à travers des décennies de développement du système énergétique national, constitue aujourd'hui un levier stratégique pour accompagner plusieurs pays africains confrontés à des besoins croissants en énergie. Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a indiqué lundi que le groupe public reçoit des demandes de plus en plus nombreuses émanant de pays africains désireux de bénéficier du savoir-faire algérien. Parmi eux figurent notamment la Côte d'Ivoire et le Mozambique, traduisant l'intérêt grandissant pour l'expertise technique et opérationnelle de Sonelgaz. Selon le ministre, ces sollicitations portent principalement sur la réalisation de centrales de production d'électricité, le développement de réseaux de transport à très haute tension, ainsi que la fourniture d'équipements et de matériels électriques spécialisés. Il a souligné que cette dynamique témoigne de la confiance accordée à l'expérience algérienne dans un secteur hautement stratégique. Dans une déclaration à l'APS, Mourad Adjal a estimé que cette multiplication des demandes ouvre des perspectives « très prometteuses », au regard de la réputation consolidée de Sonelgaz et de son positionnement de plus en plus affirmé à l'échelle continentale. Le groupe s'impose ainsi progressivement comme un partenaire technique de référence dans les projets structurants d'électrification en Afrique. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte marqué par le renforcement de la coopération énergétique entre l'Algérie et plusieurs pays du continent, où la question de l'accès à l'électricité demeure un enjeu majeur de développement économique et social. Ces déclarations interviennent



en marge de la cérémonie de pose de la première pierre d'une centrale électrique d'une capacité de 40 mégawatts dans la capitale tchadienne, N'Djamena. L'événement a été présidé par le Premier ministre Sifi Ghrieb, en présence de son homologue tchadien, Allah-Maye Halina, illustrant l'importance stratégique accordée à ce projet bilatéral. Cette initiative intervient quelques jours seulement après l'inauguration d'une centrale de même capacité à Niamey, au Niger, confirmant la continuité et l'accélération des projets portés par Sonelgaz sur le continent africain. Dans le même cadre, le ministre a annoncé qu'une mission de Sonelgaz International sera dépêchée la semaine prochaine à N'Djamena. Cette équipe technique aura pour mission de lancer une étude approfondie visant la réhabilitation, la modernisation et le renforcement du réseau

électrique local, confirmant ainsi l'approche intégrée adoptée par le groupe algérien. Par ailleurs, le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables avait annoncé, en mars dernier, la création de la société « Sonelgaz International ». Cette nouvelle entité s'inscrit dans la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à diversifier l'économie nationale, à renforcer son intégration régionale et internationale, et à faciliter l'accès des entreprises algériennes aux marchés extérieurs. À travers cette expansion, Sonelgaz illustre la transformation d'un acteur national en un opérateur énergétique continental, mobilisant son expertise historique pour répondre aux défis énergétiques de l'Afrique et accompagner les efforts de développement des infrastructures électriques sur le continent.

Y. R.

EXPLORATION, DÉVELOPPEMENT ET PRODUCTION D'HYDROCARBURES

Sonatrach et Equinor veulent aller plus loin

Le groupe énergétique norvégien Equinor et Sonatrach affichent leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leur coopération et d'explorer davantage d'opportunités de partenariat dans le secteur des hydrocarbures. De nouvelles perspectives de collaboration ont été examinées hier lors d'une audience accordée par le ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, à la vice-présidente exécutive du groupe Equinor pour l'Afrique, Nina Birgitte Koch. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre a permis de faire le point sur l'état actuel de la coopération entre Sonatrach et Equinor, ainsi que d'examiner les possibilités de son développement et de son élargissement dans les différentes branches de l'industrie pétrolière et gazière, notamment les activités de recherche, d'exploration, de développement et de production des hydrocarbures. Les deux parties ont salué, à cette occasion, le niveau de coopération déjà établi entre les deux compagnies. Elles ont notamment évoqué les projets d'In Salah et d'In Amenas, considérés comme des exemples concrets de la réussite du partenariat algéro-norvégien dans le domaine des hydrocarbures. Les discussions ont également porté sur les perspectives futures de coopération, notamment dans le développement des champs pétroliers et gaziers, la pétrochimie, ainsi que les technologies liées à la protection de l'environnement. Les deux parties ont abordé la ques-



tion de la réduction des émissions de méthane et de carbone, ainsi que les projets de capture et de stockage du carbone (CSC), dans le but de contribuer à la réduction de l'empreinte environnementale de l'industrie pétrolière et gazière. Lors de cette rencontre, Mohamed Arkab a réaffirmé la volonté de l'Algérie de poursuivre l'amélioration du climat des investissements et de réunir les conditions favorables à l'attraction d'investissements de qualité. Il a également présenté les avantages offerts par la loi sur les hydrocarbures, notamment en matière de transparence, de stabilité et d'incitations destinées aux partenaires et investisseurs étrangers. Le ministre a par ailleurs mis en avant les opportunités offertes pour renforcer la coopération dans les domaines de la re-

cherche et du développement, de la formation, ainsi que du transfert des technologies modernes. De son côté, la vice-présidente exécutive de l'Afrique au sein d'Equinor, Nina Birgitte Koch, a exprimé sa satisfaction quant au niveau de coopération existant avec Sonatrach. Elle a réaffirmé la volonté du groupe norvégien de consolider sa présence en Algérie et d'élargir ses domaines de partenariat, notamment dans l'optimisation de l'exploitation des ressources et la réduction des émissions de gaz. Elle a enfin salué la position de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur majeur sur le marché international de l'énergie, soulignant l'importance stratégique du pays dans le développement des activités énergétiques du groupe.

R. E.

Éditorial L'EXPRESS

ÉLECTRIFICATION DE L'AFRIQUE, SONELGAZ MONTRE LE CHEMIN

PAR MAHREZ Z.

À travers le groupe public Sonelgaz, notre pays s'impose progressivement comme un acteur clé de l'électrification en Afrique. Grâce à une approche fondée sur la réalisation d'infrastructures énergétiques et le transfert de savoir-faire, le groupe participe de manière effective et soutenue au renforcement de l'accès à l'électricité dans plusieurs pays du continent confrontés à un important déficit énergétique. Les initiatives engagées sous l'impulsion du président de la République, simultanément au Niger et au Tchad, illustrent la volonté de l'État algérien d'accompagner rapidement et efficacement les pays africains dans le développement de leurs capacités de production d'électricité, tout en valorisant l'expertise accumulée par l'Algérie dans ce secteur stratégique. Au Niger, Sonelgaz a lancé la réalisation d'une centrale électrique d'une capacité de 40 mégawatts au profit de la société nigérienne d'électricité Nigelec. Ce projet s'inscrit dans une démarche de solidarité et de coopération visant à aider le pays voisin à faire face à ses besoins croissants en énergie et à améliorer l'alimentation électrique de sa population. Cette démarche comprend également un important volet de transfert de compétences, de savoir-faire et de formation au profit des techniciens et cadres locaux. Dans ce cadre, une équipe d'experts algériens s'est rendue à Niamey dès février 2026 afin de lancer la phase opérationnelle du projet et de réaliser les études techniques nécessaires sur le terrain. L'inauguration, il y a quelques jours, de la centrale implantée sur le site de Gorou Banda, à Niamey, reflète la dynamique et la célérité qui caractérisent la stratégie africaine du groupe Sonelgaz. Dans la continuité de cette dynamique prometteuse, Sonelgaz a également étendu son action au Tchad en lançant, le 8 juin 2026, la réalisation d'une centrale électrique d'une capacité de 40 mégawatts destinée à renforcer les capacités nationales de production d'électricité du pays. Les deux projets africains ont été lancés officiellement en présence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. D'autres projets sont d'ores et déjà prévus dans plusieurs pays africains, confirmant l'ambition du groupe de renforcer son rayonnement continental. À travers ces initiatives, Sonelgaz consolide sa présence en Afrique en mettant à profit son expérience et son savoir-faire reconnus dans les domaines de la production, du transport et de la distribution de l'électricité. Cette stratégie illustre l'émergence d'une coopération énergétique soutenue entre l'Algérie et les pays du continent, fondée sur les efforts d'électrification, le développement des infrastructures et l'amélioration de l'accès à l'énergie. L'énergie s'affirme ainsi comme un levier incontournable de coopération, d'intégration africaine et de développement partagé. Dans un contexte géopolitique marqué par de fortes tensions internationales et par une crise énergétique mondiale persistante, ces projets traduisent également la volonté de l'Algérie de contribuer à la sécurité énergétique du continent et d'accompagner les pays africains dans leur quête d'un développement durable et inclusif.

SOFIANE CHAIB RÉUNIT LES RESPONSABLES CONSULAIRES D'EUROPE DU NORD

Proximité, communication et accompagnement pour souder la diaspora

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a présidé, hier, au siège de l'ambassade d'Algérie à Bruxelles, une réunion de travail et de coordination avec les chefs des postes consulaires relevant de la région de l'Europe du Nord.

PAR NASSIM TERKI

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des réunions périodiques d'orientation et d'évaluation organisées avec les responsables des missions diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger. Elle intervient conformément aux instructions des hautes autorités du pays, visant à améliorer la qualité des services destinés à la communauté nationale établie hors des frontières et à renforcer les mécanismes de prise en charge de ses préoccupations.

Les travaux ont porté sur l'examen du bilan de l'activité consulaire ainsi que sur l'état d'avancement des différents programmes engagés pour la modernisation du service public

consulaire. Les participants ont notamment évalué les progrès réalisés dans les domaines de la numérisation des prestations, de la simplification des procédures administratives et de l'amélioration des conditions d'accueil des citoyens au sein des représentations consulaires.

La réunion a également permis de faire le point sur la mise en œuvre des mesures destinées aux ressortissants algériens résidant dans les pays d'Europe du Nord. Les échanges ont porté sur le renforcement du travail de proximité, le développement des actions de communication ainsi que l'amélioration des dispositifs d'écoute, d'orientation et d'accompagnement de la communauté nationale.

Ces efforts visent à consolider les

liens entre les membres de la diaspora et leur pays d'origine, tout en favorisant leur contribution aux différents programmes de développement national.

Les préparatifs liés à la saison estivale ont, aussi, figuré à l'ordre du jour. À cette occasion, M. Chaib a insisté sur la nécessité de renforcer les dispositifs d'information et d'orientation au profit des membres de la communauté nationale et de poursuivre la coordination avec les différents intervenants afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil et d'accompagnement lors de leurs déplacements vers l'Algérie.

Au terme de la rencontre, le secrétaire d'État a salué les efforts déployés par les chefs et les agents des postes consulaires. Il les a appelés à



poursuivre leur mission avec responsabilité et dévouement afin d'assurer un service toujours plus efficace à la diaspora et de concrétiser

les orientations arrêtées par les hautes autorités du pays en faveur de la communauté nationale à l'étranger. ■

Croissance verte

Inauguration du bureau du GGGI à Alger

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a procédé mardi à Alger à l'inauguration officielle du bureau de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), en présence de M. Ban Ki-moon, président de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'organisation, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magraman, de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour

le développement (PNUD) en Algérie, Mme Natasha Van Rijn, ainsi que de membres du corps diplomatique accrédité à Alger.

Dans une déclaration à la presse, M. Ban Ki-moon a exprimé sa « profonde gratitude » pour l'accueil réservé à la délégation de l'Institut et le soutien apporté par l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il a salué, à cette occasion, l'engagement constant de l'Algérie à travailler avec les Nations unies, les peuples du monde et le peuple algérien en faveur d'un monde meilleur et durable.

L'ancien Secrétaire général de l'ONU

a souligné que l'ouverture du bureau d'Alger constitue une opportunité importante pour les équipes du GGGI, appelées à travailler au service des peuples d'Afrique. Il a insisté sur le fait qu'aucun pays, aussi riche ou puissant soit-il, ne peut à lui seul relever les défis du développement durable, rappelant la nécessité d'une action collective et coordonnée à l'échelle internationale.

M. Ban Ki-moon a également mis en avant l'importance de l'unification des efforts pour atteindre les objectifs du développement durable, saluant la vision « à long

terme et clairvoyante » qui guide la coopération entre l'Algérie et les organisations internationales, notamment dans les domaines liés à la croissance verte.

La cérémonie a été marquée par des présentations consacrées à l'écosystème des startups en Algérie activant dans les domaines de l'économie verte et des technologies agricoles. La délégation a également visité les différentes infrastructures du siège du bureau du GGGI à Alger.

Le bureau d'Alger aura pour mission de renforcer la coopération et la coordination entre l'Institut et les partenaires nationaux, notamment

dans les domaines du développement durable, de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et de la promotion de l'économie verte.

L'Algérie a adhéré à l'Institut mondial pour la croissance verte à la mi-2025, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Créé en 2012, le GGGI, dont le siège est basé à Séoul, œuvre au renforcement des capacités techniques de ses États membres dans les différents domaines liés à la croissance verte et à la transition vers des modèles de développement durables. ■ N. T.

PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ban Ki-moon salue le rôle pionnier de l'Algérie à l'échelle internationale



Le président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a confirmé, mardi à Alger, le rôle pionnier joué par l'Algérie dans la promotion du développement durable à travers le monde, grâce à sa diplomatie efficace et à son leadership dans la coopération Sud-Sud. Lors d'une conférence donnée au siège du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté

nationale à l'étranger et des Affaires africaines, sous le thème « Renforcer les partenariats en faveur de la croissance verte : répondre à la crise de la durabilité et approfondir la coopération internationale face au changement climatique », en présence de responsables de l'Etat, M. Ban Ki-moon a indiqué que « l'Algérie peut jouer un rôle important dans les efforts de développement durable, en tant qu'acteur diplomatique respecté, trait d'union entre l'Afrique, le monde arabe et la région méditerranéenne et pionnière de la coopération Sud-Sud ».

En effet, « grâce à sa position stratégique privilégiée, l'Algérie est bien placée pour promouvoir le dialogue et l'action collective sur les questions du climat et du développement durable, qui dépasse aujourd'hui le simple cadre environnemental pour s'imposer comme des enjeux économiques, de développement et de sécurité mondiale touchant tous les aspects de la vie et toutes les catégories de la société », a estimé l'ancien Secrétaire général des Nations Unies.

Dans le même contexte, M. Ban Ki-moon a salué les politiques de l'Etat algérien visant à préserver l'environnement, à atteindre les objectifs de développement durable et à promouvoir l'économie verte, mettant en avant ses efforts soutenus menés avec diverses organisations internationales, à leur tête les Nations Unies, face à de multiples défis, notamment le changement climatique qui affecte

toutes les régions du monde, entraînant dans son sillage une perte de biodiversité.

Evoquant l'inauguration, ce jour, du Bureau de l'Institut mondial de la croissance verte à Alger, il a précisé que celui-ci contribuera à coordonner les efforts et à harmoniser les vues concernant les enjeux actuels en matière de développement.

De son côté, le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magraman, a réitéré l'engagement de l'Algérie à travailler en permanence pour la réalisation des objectifs de développement durable, soulignant que les questions liées au climat et à la croissance verte apparaissent aujourd'hui en tête de l'agenda diplomatique mondial.

Et d'ajouter que la vision de l'Algérie en matière de développement durable s'inscrit dans le cadre d'un projet intégré tenant compte du respect des normes environnementales et de la souveraineté nationale.

Abordant les projets d'énergie solaire et d'hydrogène vert en cours de réalisation à l'échelle nationale, il a affirmé que les partenariats constituent la pierre angulaire pour atteindre les objectifs escomptés en la matière.

Le président de l'Assemblée et du Conseil d'administration du GGGI, M. Ban Ki-moon, qui effectue une visite en Algérie, a été reçu, lundi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui lui a décerné la médaille « Athir » de l'Ordre du mérite national, en reconnaissance de ses efforts ayant permis à l'organisation onusienne, durant son mandat, d'assumer ses missions en matière de sécurité et de lutte contre la pauvreté et la précarité.

Pour rappel, l'Algérie a adhéré à l'Institut mondial de la croissance verte en 2025. Basé à Séoul, cet Institut s'emploie à renforcer les capacités techniques des Etats membres dans les différents domaines liés à la croissance verte et à la durabilité. ■ R. N.

MALADIES CARDIOVASCULAIRES

Le ministère installe une Commission nationale

Le ministère de la Santé s'est doté d'une Commission nationale des maladies cardiovasculaires. Parmi les missions qui lui sont confiées figurent la création et l'organisation de centres de référence et de centres d'excellence spécialisés et au renforcement et au développement de pôles régionaux à travers les différentes régions du pays, notamment dans le Sud et les Hauts Plateaux, par la mise en place d'un réseau de prise en charge des maladies cardiovasculaires, a indiqué hier le ministère dans un communiqué rendu public.

PAR KACI M.

La cardiologie et les maladies vasculaires représentent un défi majeur pour la santé publique et figurent parmi les principales causes de mortalité en Algérie. Dans le but de renforcer la gouvernance scientifique des spécialités médicales prioritaires, en particulier la cardiologie et les maladies vasculaires, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé, lundi au siège du ministère, la cérémonie d'installation de la Commission nationale des maladies cardiovasculaires, en présence des cadres de l'administration centrale et des membres de ladite commission. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la politique du ministère de la Santé visant à renforcer la gouvernance scientifique des spécialités médicales prioritaires, notamment la cardiologie et les maladies vasculaires, qui représentent désormais un défi majeur pour la santé publique en figurant parmi les principales causes de mortalité. Imparablement, cela ne peut

se faire qu'à travers « l'adoption d'une vision nationale basée sur l'expertise scientifique et la planification prospective, afin de répondre aux besoins sanitaires des citoyens et de contribuer au développement du système de prise en charge des patients à travers les différentes wilayas du pays », souligne-t-on au département du Dr Ait Messaoudène. Dans les faits, cette Commission sera chargée d'un ensemble de missions consultatives et scientifiques visant à développer la spécialité de la cardiologie et de la chirurgie cardiovasculaire. Elle s'occupera notamment de définir les besoins nationaux dans ce domaine, d'élaborer une vision globale pour exprimer les besoins en équipements et fournitures médicales nécessaires, et de proposer des mesures susceptibles de garantir une organisation optimale du parcours de soins et de prise en charge, tant au niveau préhospitalier qu'hospitalier, en particulier pour les cas de syndromes coronariens aigus. Elle veillera également à élaborer une feuille de route pour le développement des activités liées

aux maladies cardiovasculaires, notamment en matière de chirurgie et d'interventions cardiaques spécialisées, tout en formulant des recommandations pour maintenir un niveau élevé de techniques et de pratiques médicales dans ce domaine. De plus, la commission veillera à proposer des mesures relatives à la création et à l'organisation de centres de référence et de centres d'excellence spécialisés. Elle s'attellera au renforcement et au développement de pôles régionaux à travers les différentes régions du pays, notamment dans le Sud et les Hauts Plateaux, par la mise en place d'un réseau de prise en charge des maladies cardiovasculaires. L'objectif est d'assurer une complémentarité entre les établissements de santé, d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients et de rapprocher d'eux les services de santé spécialisés, tout en soutenant la cardiologie interventionnelle et en élargissant la couverture sanitaire spécialisée à l'échelle nationale. Dans son allocution, le ministre de la Santé a souligné que le développe-



ment de la cardiologie et de la chirurgie cardiovasculaire constitue l'un des axes fondamentaux du renforcement du système de santé national, compte tenu de l'importance de ce domaine et de son besoin d'une planification scientifique rigoureuse ainsi que d'une coordination continue entre les différents acteurs. M. Ait Messaoudene a également salué l'engagement des membres de la commission et leur disposition à mettre à profit leur expertise et leurs compétences au service du secteur, réaffirmant que la commission bénéficiera de tout le soutien et de l'accompagnement de l'administration

centrale afin de lui permettre d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions. En conclusion, le ministre a insisté sur la nécessité de travailler dans le cadre d'une « coordination étroite et d'une coopération permanente » entre les membres de la commission et les différentes structures concernées, tout en adoptant une approche participative basée sur l'efficacité et l'innovation, afin d'atteindre les objectifs fixés et de jeter les bases d'un développement durable de la cardiologie et de la chirurgie cardiovasculaire au niveau national. ■

Fraude au Bac

4 ans de prison ferme contre un candidat et son complice à Tlemcen

Le tribunal de Tlemcen a condamné deux personnes à quatre ans de prison ferme pour tentative de fraude au bac. Selon un communiqué du parquet, les faits remontent à dimanche, lorsque les services de sécurité ont été alertés après qu'un candidat

libre a été surpris en train d'utiliser son téléphone portable durant l'examen. Une enquête a été immédiatement ouverte, donnant lieu à une expertise du contenu du téléphone. Après perquisition électronique, les enquêteurs ont découvert un enregistrement vocal

tenu entre le candidat en question et une autre personne répondant aux initiales N. R. A., révélant une tentative de transmission frauduleuse de réponses aux examens. « Le même jour, les deux suspects ont été présentés devant le

Parquet du tribunal de Tlemcen et après leur interrogatoire, ils ont été poursuivis pour le délit de tentative d'atteinte à l'intégrité des examens en utilisant le système de traitement automatisé des données conformément aux articles : 253 bis 06, 253 bis 07-

253 bis 09 du Code pénal ». Présentés selon la procédure de comparution immédiate, les deux mis en cause ont écopé de 4 ans de prison ferme pour chacun d'eux avec mandat de dépôt à l'audience et la confiscation des objets saisis.

ORGANISATION DES EXAMENS PROFESSIONNELS DANS LES WILAYAS DU GRAND SUD

L'UFC et l'Université de Boumerdes signent une convention



L'Université de la formation continue (UFC) « Didouche-Mourad » et l'Université « M'Hamed-Bougara » de Boumerdes ont signé une convention portant sur l'organisation des examens professionnels et des concours de recrutement dans les wilayas du Grand Sud, dans le but de renforcer la coordination entre les établissements universitaires, a indiqué hier un communiqué de l'UFC. En vertu de cet accord, la mission d'organisation commune des examens professionnels et des concours de recrutement dans les wilayas du Grand Sud est confiée aux deux universités. Cette convention a, pour objet, « d'unifier les efforts et de coordonner les moyens humains, pédagogiques, organisationnels et logistiques entre les deux établissements universitaires, à même de garantir l'organisation des examens professionnels et des concours de recrutement, conformément aux plus hauts standards de qualité, de transparence et de crédibilité, tout

en réunissant les meilleures conditions pour les candidats, à travers les wilayas du Grand Sud ». Aux termes de cette convention, l'Université « M'Hamed-Bougara » de Boumerdes se charge « d'établir les sujets des examens et concours professionnels, suivant les spécialités et grades requis, d'assurer leur stricte confidentialité, de superviser les opérations de correction et d'établir les listes nominatives des candidats, selon les résultats scientifiques obtenus, tout en assurant l'encadrement et pédagogique indispensable à la réussite des différentes étapes de l'opération ». L'UFC « Didouche-Mourad » se chargera, pour sa part, des aspects organisationnels et de terrain, à travers « la mobilisation de ses centres universitaires répartis dans les wilayas du Grand Sud pour l'accueil des candidats, l'encadrement administratif et logistique et la mise à disposition des moyens humains et matériels nécessaires au bon déroulement des examens ». Il a été, en outre, conve-

nu de « l'organisation de la première session des examens professionnels et des concours de recrutement, les 2 et 3 octobre 2026, au profit des personnels des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans le nombre de wilayas du Grand Sud », ajoute le communiqué. Lors de la cérémonie de signature, les responsables des deux établissements ont souligné l'importance de ce partenariat qui « incarne l'esprit de coopération et de complémentarité entre les universités algériennes et contribue au renforcement de l'efficacité de la gestion des ressources humaines du secteur, à travers l'adoption de mécanismes organisationnels modernes fondés sur la numérisation et l'égalité des chances entre tous les candidats », conclut le communiqué. Pour précision, la convention a été signée par le recteur de l'UFC, M. Yahia Djaafri et le recteur de l'Université « M'Hamed-Bougara » de Boumerdes, M. Abdelbaki Ziane. ■

LONDON TECH WEEK 2026

Première participation de **start-up** algériennes

Une délégation de startups algériennes participe actuellement à la London Tech Week 2026 en Angleterre. Il s'agit de la première participation officielle de l'Algérie à cet événement mondial dédié à l'innovation et aux technologies modernes, qui se déroule du 08 au 12 juin.



FATIHA A.

Cet événement est considéré comme l'un des plus importants événements technologiques d'Europe. Il attire des acteurs clés de l'écosystème de l'innovation du Royaume-Uni et d'autres pays européens, offrant ainsi aux startups algériennes l'opportunité d'explorer de nouvelles collaborations pour accélérer leur expansion internationale. Leur participation leur permet également de rencontrer des investisseurs et des experts. Initié par le ministère de l'économie de la connaissance, des startups et des micro-entreprises, cette mission rassemble une sélection de startups algériennes à haut potentiel opérant dans des secteurs stratégiques. La délégation algérienne comprend un groupe de startups actives dans des secteurs stratégiques tels que l'intelligence artificielle, l'Internet des objets (IoT), la robotique et la cybersécurité. Au cours des trois jours de l'événement, la délégation s'engagera dans des réunions B2B

ciblées avec des entreprises et des parties prenantes britanniques de premier plan, créant de nouvelles opportunités de collaboration et accélérant l'expansion internationale des startups. La délégation est accompagnée par Algérie Venture, sous la direction de son PDG, M. Lyes Abdoun, mettant en lumière l'engagement continu de l'accélérateur national à promouvoir et renforcer l'écosystème de start-up algérien sur la scène mondiale. La London Tech Week 2026 est le plus grand festival technologique d'Europe. Prévu du 8 au 12 juin 2026, cet événement majeur rassemble plus de 30 000 visiteurs, des géants du web, des startups, des investisseurs et des innovateurs venus de plus de 90 pays pour discuter des prochaines révolutions technologiques. L'événement est ancré par une grande exposition et des conférences principales à Olympia London (du 8 au 10 juin), complété par un programme «fringe» (événements, hackathons, ateliers) organisé dans toute la ville. Thèmes 2026 : La croissance et la résilience des entreprises, l'Intelligence Artificielle (IA), le cloud, l'inno-

vation durable, la climate tech et la fintech. L'écosystème réunit des leaders du monde entier avec des partenaires clés comme Microsoft. Les piliers qui définissent l'impact de cet événement comprennent l'accélération de la révolution IA car l'intelligence artificielle est au cœur des débats et des innovations, avec la présence de figures emblématiques comme Jensen Huang (PDG de Nvidia) pour discuter de la transformation de l'industrie mondiale. Une plateforme d'investissement qui est un catalyseur de croissance où les PME et les startups internationales peuvent rencontrer des investisseurs de premier plan pour lever des fonds et signer des partenariats mondiaux. En fait, l'événement sert de passerelle essentielle pour les entreprises étrangères cherchant à s'implanter au Royaume-Uni ou en Europe, tout en permettant aux sociétés britanniques de s'étendre à l'international. Au-delà des affaires, l'événement explore l'intersection de la culture, de l'art et de la technologie via des forums spécialisés, tout en mettant en avant les solutions éco-responsables.

Hydraulique

Nécessité d'accélérer la réalisation des projets **d'irrigation et de barrages**

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lounes Bouzegza, a souligné, lundi à Alger, la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets d'irrigation et de barrages et de mettre en service, dans les plus brefs délais, les installations ayant atteint leur phase finale, afin d'améliorer les performances et de renforcer le service public dans le secteur, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. Lors d'une séance de travail, qu'il a présidée, consacrée au suivi des programmes relevant de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID) et de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), en présence des directeurs généraux et des cadres centraux des deux institutions, ainsi que des cadres centraux du ministère, le ministre a souligné l'importance de l'extension des superficies, de l'assainissement de la nomenclature des projets et du suivi rigoureux des différentes opérations enregistrées, tout en veillant à l'achèvement des projets en cours conformément aux normes techniques en vigueur et dans les délais fixés. Il a également donné des instructions sur la nécessité de mettre en service les projets arrivés en phase finale dans les plus brefs délais, garantissant ainsi l'amélioration du service public dans le secteur de l'hydraulique, tout en assurant une exploitation optimale des investissements réalisés au profit des citoyens et du développement économique, précise la même source.

Le ministre a, en outre, mis en avant l'importance de l'extension des périmètres irrigués, compte tenu de leur rôle clé dans le développement de l'activité agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire, tout en insistant sur la nécessité de mettre en œuvre les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation, et de renforcer la coordination et l'action commune avec le secteur de l'agriculture pour garantir la réalisation des objectifs établis. A cette occasion, le Directeur général de l'ONID a présenté un exposé détaillé sur l'état des programmes et des projets de développement confiés à l'établissement, où un bilan comprenant 39 opérations a été présenté, réparties en 14 opérations d'étude, 15 opérations de réalisation et 10 de réhabilitation et de renouvellement, indique la même source. Par ailleurs, le directeur général a évoqué la situation globale du programme de développement. Parmi les 23 opérations en cours de réalisation, 7 ont atteint un taux d'avancement égal ou supérieur à 80%, tandis que les procédures d'appel d'offres ont été lancées pour 12 opérations, 3 ont été achevées, et une autre sera lancée ultérieurement. De son côté, le Directeur général de l'ANBT a présenté un exposé sur la situation globale du programme de développement de l'agence, précisant que cette dernière assure le suivi de 163 opéra-

tions financées par le budget de l'Etat dans le cadre des autorisations d'engagement, auxquelles s'ajoutent 3 opérations financées par un prêt du Fonds national d'investissement (FNI), réparties sur plusieurs programmes et projets stratégiques. Concernant les études, le directeur général a indiqué que 7 opérations sont en cours de réalisation, tandis que 37 études ont été achevées, dont 29 relatives à la construction de nouveaux barrages, 7 portant sur des projets de transfert d'eau, et une étude consacrée à la protection du barrage de Beni Haroun. Il a révélé que plusieurs grands projets structurants ont atteint des stades avancés de réalisation, et sont sur le point d'être réceptionnés, il s'agit notamment des barrages de Souk Tleta et de Sidi Khelifa dans la wilaya de Tizi Ouzou, du barrage de Boukhroufa dans la wilaya d'El Tarf, du barrage d'Oued Lazreg dans la wilaya de Khenchela, et du barrage de Bouhdid dans la wilaya d'Annaba. «Ces projets sont à même de renforcer les capacités de mobilisation des ressources en eau et à consolider la sécurité hydrique à l'échelle nationale», selon le communiqué. Rappelant que la parc national de barrages compte actuellement 82 barrages en exploitation, d'une capacité totale de stockage estimée à 8,63 milliard de mètres cubes, ainsi qu'un important réseau de transferts d'eau s'étendant sur plus de 1473 km.

R.E.

Tourisme
Inauguration du complexe touristique «Foggara»

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a inauguré, lundi à Adrar, le complexe touristique «Foggara». Supervisant en compagnie du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, la cérémonie inaugurale de cette installation touristique récupérés dans le cadre des biens saisis, Mme Meddahi a indiqué que «la relance de cette installation touristique classée cinq (5) étoiles, intervient en application des orientations des hautes instances du pays visant l'exploitation des projets récupérés pour renforcer la dynamique socioéconomique, locale et nationale», selon l'APS.

Et d'ajouter que le secteur du Tourisme a bénéficié d'une dizaine de projets saisis et récupérés, dans plusieurs wilayas du pays, qui ont été transférés au secteur public, sous la gestion du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), dont quatre dans la wilaya d'Adrar. Ces derniers englobent trois (3) établissements hôteliers au chef-lieu de wilaya et un quatrième dans la commune de Reggane, devant entrer en exploitation à la fin de l'année en cours. Après avoir écouté une présentation technique sur les démarches entreprises au niveau de cette installation touristique après sa récupération et sa réhabilitation, la ministre a estimé que le complexe touristique «Foggara», qui regroupe un hôtel 5 étoiles et un village touristique de 40 bungalows. Avec la récupération de cette nouvelle installation touristique, la capacité d'accueil locale est portée à 310 chambres et sera renforcée de plus de 800 lits supplémentaires, avec la réception à la fin de l'année en cours des trois autres projets récupérés, a-t-on fait savoir. Sur un autre registre, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat a fait état de l'octroi d'un quota de 200 places dans les camps d'été au profit d'enfants de plus de sept (7) ans, issus de différentes communes de la wilaya d'Adrar, qui seront transportés par avion vers les wilayas côtières, au cours de l'actuelle saison estivale.

R.E.

APRUE
Formation sur l'efficacité énergétique des engins de chantier

L'Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (APRUE) annonce le lancement d'une formation spécialisée, « Efficacité énergétique des engins de chantier », destinée à doter les ingénieurs, architectes, maîtres d'œuvre et bureaux d'études des compétences techniques et organisationnelles nécessaires à l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et à la contribution efficace à la transition énergétique nationale. La formation est prévue du 14 au 18 juin 2026 à Alger. L'efficacité énergétique des engins de chantier est un enjeu majeur pour réduire les coûts et l'empreinte carbone. Elle s'appuie principalement sur l'éco-conduite, l'optimisation de la maintenance (lubrifiants adaptés, pression des pneus), l'hybridation (systèmes de récupération d'énergie au freinage) et le passage progressif à l'électrification pour les petits matériels. L'amélioration de l'efficacité énergétique repose sur plusieurs leviers. L'optimisation opérationnelle et l'éco-conduite qui est un moteur qui tourne inutilement consomme beaucoup de carburant. L'utilisation de systèmes d'arrêt automatique est un levier très efficace. Formation des conducteurs avec l'anticipation des mouvements et le respect du bon régime moteur permettant de réduire la consommation de carburant de 10 % à 15 %. Le choix des équipements et la technologie Moteurs modernes pousse à privilégier des engins équipés de moteurs conformes aux dernières normes (Stage V) et dotés de systèmes hydrauliques à détection de charge (Load Sensing). Pour les petits engins de terrassement et les applications compactes, les batteries au lithium et l'électrification offrent un rendement énergétique supérieur au thermique. L'utilisation de capteurs et de systèmes de gestion de flotte permet de suivre en temps réel la consommation, d'identifier les engins sous-utilisés et de planifier la maintenance. Le secteur du BTP cherche à réduire sa dépendance au gasoil non routier (GNR) en se tournant vers des énergies moins carbonées et utilisables dans les moteurs thermiques actuels avec une réduction significative de l'empreinte carbone.

F.A.

Energie

Adjal insiste sur le développement des portails numériques

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, M. Mourad Adjal, a présidé hier une réunion de travail consacrée à l'examen et au suivi de plusieurs dossiers relatifs aux activités du secteur, notamment ceux concernant la promotion et l'amélioration des services publics par le développement des portails numériques.



FATIHA A.

La réunion s'est tenue au siège du ministère, en présence de plusieurs hauts fonctionnaires et de représentants des services concernés. Des présentations détaillées ont été faites sur l'état d'avancement des programmes de travail et des projets définis dans ce domaine.

«La réunion a également permis d'examiner les différentes mesures prises pour moderniser les services numériques et faciliter leur accès pour les citoyens et les autres parties prenantes», indique le ministère dans un communiqué. Dans ce contexte, le ministre a émis plusieurs directives et instructions visant à améliorer la performance et les mécanismes de suivi et de coordination entre les différents services.

M. Adjal a souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre et d'intensifier les efforts pour atteindre les objectifs fixés et élever la qualité des services publics aux plus hauts standards d'efficacité et de performance.

Les portails numériques du secteur de l'énergie en Algérie sont essentiels pour moderniser la gouvernance, accélérer la transition énergétique et optimiser les services publics. Ils permettent une gestion centralisée des données et facilitent les démarches des investisseurs et des opérateurs économiques tout en renforçant la transparence institutionnelle.

Il y a la plateforme centrale (Ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables) offrant un accès aux textes réglementaires, aux actualités et aux statistiques publiques sur le mix énergétique national. Il y a également la plateforme TASSAREEH qui est un système en ligne conçu pour le traitement numérique des dossiers de

demandes d'agrément et d'autorisations d'importation et d'acquisition de produits sensibles ou chimiques dangereux.

Sans oublier le portail des Énergies Renouvelables. Géré par le CDER, il offre des outils de suivi et de cartographie des projets liés à la transition énergétique, également consultables via application mobile.

Les portails permettent de dématérialiser les procédures lourdes, réduisant les délais de traitement des autorisations et facilitant l'accès à l'information pour les investisseurs. S'inscrivant dans la stratégie nationale de transformation numérique, ces portails garantissent la traçabilité et la protection des données critiques du secteur des hydrocarbures et des mines.

Ces initiatives sont reliées aux directives gouvernementales pour faciliter l'accès à l'information et améliorer la qualité du service public pour les citoyens et opérateurs économiques.

POUR RENFORCER SON INTÉGRATION LOCALE

Tirsam annonce le lancement de lignes de production automatisées

Le groupe Tirsam a annoncé le lancement de l'installation de nouvelles lignes de production automatisées, notamment pour le soudage et la peinture, une initiative stratégique visant à accroître la part de contenu local et à renforcer les capacités de l'industrie locale. Cette annonce a été faite lors d'une rencontre entre le PDG du groupe, Samir Maalla, et le PDG du groupe GMC, M. Qiu, accompagné de sa délégation. Cette visite a marqué une étape importante dans le partenariat entre les deux parties et le développement des projets de production au sein du groupe. Tirsam a affirmé que ce projet industriel s'inscrit dans sa vision de dynamiser la production locale et d'adopter les technologies industrielles les plus récentes, afin d'améliorer la performance, de rehausser les normes de qualité et de répondre aux exigences du marché national. Grâce à cet investissement technologique, le groupe ambitionne de proposer des produits répondant aux normes de qualité, tant en termes de type que de prix, tout en développant ses capacités de production par l'intégration des technologies automatisées les plus récentes à toutes les étapes de la fabrication. L'entreprise a souligné que cette mesure reflète son engagement constant à remplir ses obligations envers ses clients et partenaires, et à poursuivre sa modernisation et son développement, renforçant ainsi sa position sur le marché national et soutenant les efforts de promotion de l'industrie algérienne. Les investissements du groupe industriel Tirsam sont cruciaux pour l'économie algérienne car ils renforcent l'intégration locale, modernisent le secteur du transport, et réduisent la dépendance aux importations tout en créant des emplois. Basé à la zone industrielle de Kechida (Batna), Tirsam est passé de la fabrication de remorques à l'assemblage et la production de camions utilitaires légers et moyens (3,5 t et 6 t). Le groupe propose des véhicules à des prix accessibles, assemblés par une main-d'œuvre 100 % algérienne. Le groupe joue un rôle majeur dans le renouvellement du parc national avec l'expédition et la distribution de flottes de bus neufs, dont d'importants lots destinés aux entreprises publiques comme l'ETUSA. Tirsam investit dans la production d'engins de chantier et d'accessoires pour les travaux publics, soutenant directement le secteur de la construction et l'infrastructure nationale.

F.A.

SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE ET DES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

Des conférences consacrées aux enjeux stratégiques du secteur au programme

La deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026) a été inaugurée, mardi au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran, avec la participation de 40 exposants, selon l'APS.

L'ouverture de cette manifestation économique, organisée sur quatre jours à l'initiative de l'agence de communication et d'événementiel économique Moka Com, en partenariat avec le Centre des conventions «Mohamed Benahmed», a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi.

Placée sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, cette manifestation réunit des entreprises nationales publiques et privées, notamment la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), les groupes Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte, selon les organisateurs.

Le salon, qui se poursuivra jusqu'au 11 juin, vise à «consolider sa position en tant que plateforme de référence entre l'Afrique et l'Europe, dédiée à la promotion des investissements, au développement des partenariats industriels et

à l'échange d'expertises dans les domaines liés aux infrastructures et aux systèmes ferroviaires».

L'événement couvre de nombreux secteurs liés au transport ferroviaire, notamment les infrastructures ferroviaires, le génie civil, les voies ferrées, le ballast, les ouvrages d'art, les tunnels et les ponts, le matériel roulant, les systèmes de signalisation et de contrôle.

D'autres domaines sont également représentés, tels que l'industrie des équipements (câbles et systèmes embarqués), la logistique et le transport, la transformation numérique, les chemins de fer intelligents, le financement et l'investissement.

Par ailleurs, les organisateurs ont programmé une série de conférences et d'interventions consacrées aux enjeux stratégiques du secteur, notamment dans les domaines de la modernisation, de l'innovation et du financement.

Parmi les thèmes abordés figurent «La numérisation des infrastructures ferroviaires», «Le transport ferroviaire au service de la valorisation des ressources minières», «L'Algérie comme plateforme logistique entre l'Afrique et l'Europe», «Le rôle du transport ferroviaire dans la logistique intégrée», ainsi que plusieurs autres sujets d'actualité.

R.E.

Tlemcen

Plus de 230 millions DA pour améliorer l'alimentation en électricité durant l'été

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Tlemcen, filiale du groupe Sonelgaz, a consacré une enveloppe financière de 234 millions de dinars, afin d'améliorer l'approvisionnement en énergie électrique durant la saison estivale, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur de l'entreprise. Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des préparatifs de Sonelgaz pour l'été, Mohamed Rouaïghia a expliqué que la direction de Distribution de Tlemcen a mis en place un plan d'action axé sur la réalisation et la mise en service de nouvelles installations, ainsi que sur des opérations de maintenance, dans l'optique de répondre à la forte hausse de la demande en électricité pendant la période estivale. Dans ce contexte, quatre transformateurs électriques ont été réalisés, dont deux postes centraux à Dahmane (commune de Beni-Ouarsous) d'une capacité de 2 40 MVA, et à Chiguer (Maghnia) de même capacité. Un transformateur mobile a également été installé au village El Abed (commune de Sidi Djillali) d'une capacité de 1 10 MVA, ainsi qu'un poste électrique dans le quartier Bouhenak de la commune de Mansourah, d'une capacité de 1 40 MVA. Ces projets visent à améliorer l'alimentation en électricité de plusieurs communes, notamment El-Henaya, Beni-Ouarsous, Sebaa-Chioukh, Fellaoucene, Aïn-Fettah, Maghnia, Hammam- Boughrara, Sidi-Djillali, El-Bouïhi, Mansourah et Beni-Mester, a-t-on expliqué. Par ailleurs, l'entreprise a lancé de vastes opérations de maintenance portant sur 6.537 km de lignes du réseau moyenne tension et 6.877 km de lignes du réseau basse tension, ainsi que sur 4.672 postes de transformation de distribution publique et 1.883 postes de transformation destinés aux

La direction de Distribution de Tlemcen a mis en place un plan d'action axé sur la réalisation et la mise en service de nouvelles installations, ainsi que sur des opérations de maintenance, dans l'optique de répondre à la forte hausse de la demande en électricité pendant la période estivale.



clients, selon le même responsable. Par ailleurs, dans le cadre de la prévention des incendies de forêt, il a été programmé la réalisation de 5,5 hectares de pare-feu, a fait savoir la même source, relevant qu'à la fin du mois d'avril, 3,7 hectares avaient déjà été réalisés. En outre, des travaux d'élagage des arbres ont été effectués sur une superficie dépassant 1.800 mètres carrés. Des

équipes d'intervention pluridisciplinaires ont également été mobilisées en permanence afin d'assurer la continuité du service et une intervention rapide en cas de panne. La direction de Distribution de l'électricité et du gaz de Tlemcen compte 379.071 abonnés à l'électricité et 269.955 abonnés au gaz, répartis à travers 12 agences commerciales et 8 subdivisions.

Nâama

Lancement de la 2e tranche du projet de dédoublement de la RN6

La direction des Travaux publics de la wilaya de Nâama a lancé, lundi, les travaux de réalisation de la deuxième tranche du projet de dédoublement et de modernisation du tronçon de la route nationale RN 6 reliant les communes d'El-Biodh (wilaya de Nâama) et de Bougtob (wilaya d'El-Bayadh) sur une distance de 31 km, a-t-on appris auprès de la même direction. Cette tranche cible les travaux de dédoublement, de modernisation et d'élargissement de cet axe routier sur une longueur de 10 km, pour une enveloppe financière avoisinant 779 millions de dinars, pour un délai de réalisation fixé à 10 mois. Le coup d'envoi des travaux a été donné par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Nâama, Messaoud Boulaâras, a fait savoir la même source. Ce projet

s'inscrit dans le cadre de la stratégie de dédoublement de la RN6, qui traverse la wilaya de Nâama sur une distance de 273 km, depuis la commune d'El Bayadh au nord, jusqu'à la commune de Djenniène-Bourezg au sud, a précisé la direction, relevant qu'à ce jour, 142 km de ce projet ont déjà été réalisés à travers le territoire de la wilaya. Selon l'étude géotechnique et technique du projet, les travaux prévus dans cette tranche, la deuxième d'un projet divisé en trois lots pour le dédoublement de ce tronçon reliant El-Biodh à Bougtob, comprennent les travaux de terrassement, la réalisation d'ouvrages de protection contre les crues et de canalisations d'évacuation des eaux, ainsi que la réalisation des trois couches de la chaussée (couche de fondation, couche de base et couche de roulement), sans oublier l'amé-

nagement des accotements. Une fois achevé et mis en service, ce projet devra contribuer à améliorer la fluidité de la circulation, renforcer la sécurité routière et faciliter le transport des marchandises entre les villes du Sud-ouest et le Nord du pays via la route nationale RN 6, considérée comme un axe stratégique reliant le Nord au Sud de l'Algérie dans sa partie Ouest. Cette route s'étend sur environ 2.163 km, depuis la ville de Sig, dans la wilaya de Mascara jusqu'à la commune de Timiaouine, dans la wilaya de Bordj Badji-Mokhtar, a souligné le secrétaire général de la wilaya, Messaoud Boulaâras. Le lancement de cette deuxième tranche sera suivi, dans les prochains jours, par celui de la troisième et dernière tranche du projet, portant sur une distance de 11 km, a souligné la direction des Travaux publics de la wilaya de Nâama.

Mostaganem

Lancement de la campagne de moisson-battage des grandes cultures

La campagne de moisson-battage des grandes cultures (céréales et légumes secs) a été officiellement lancée lundi dans la wilaya de Mostaganem, avec une production prévisionnelle estimée à plus de 47 000 quintaux, a indiqué la cellule de communication du cabinet du wali. Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a donné le coup d'envoi de cette campagne pour la saison agricole 2025-2026 au niveau de l'unité de production « Si-Mourad », dans la commune de Sidi Ali. La superficie totale mobilisée pour cette filière stratégique s'élève à 2 503 hectares, dont 2 405 hectares consacrés à l'orge, 93 hectares au blé (dur et

tendre) et 5 hectares à l'avoine. La production céréalière attendue est estimée à 47 164 quintaux, répartis entre 45 000 quintaux d'orge, 2 119 quintaux de blé dur et tendre, et 45 quintaux d'avoine, précise-t-on de même source. Les premières opérations de récolte ont concerné 50 hectares de céréales et 80 hectares de colza au niveau de cette unité. Le wali a ensuite supervisé les opérations de déchargement au centre de proximité de stockage des céréales et légumes secs de la zone de Taousna, dans la même commune. La wilaya de Mostaganem dispose d'infrastructures de stockage d'une capacité globale supérieure à un million de quintaux, réparties entre

les points de stockage de Sidi Ali et Mesra (120 000 quintaux), quatre centres de proximité (200 000 quintaux), ainsi que des silos et structures privées estimés à 690.000 quintaux. A cette occasion, le wali a insisté sur la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels pour accompagner les agriculteurs et garantir le bon déroulement de la campagne de moisson-battage. Il a également souligné l'importance d'assurer la collecte des récoltes dans des conditions optimales, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire nationale et à la promotion d'un développement agricole durable.

KHENCHELA 30 millions DA pour la réhabilitation de 7 stades

Une enveloppe financière de 30 millions DA a été consacrée dans la wilaya de Khenchela pour la réhabilitation de 7 stades de football, a-t-on appris lundi auprès du directeur de la jeunesse et des sports (DJS). Ce montant, alloué au titre du budget supplémentaire de la wilaya de Khenchela pour l'exercice 2026, sera dédié à la réalisation des projets de réhabilitation des stades situés dans les communes de Bouhmama, de Chelia, de Chechar, de Babar, d'Aïn Touila, de Tamza et de Remila, a précisé à l'APS M. Yazid Zouaoui. Le même responsable a ajouté que les travaux de réhabilitation de ces structures sportives engloberont l'aménagement des vestiaires et des locaux des arbitres, leur raccordement au réseau d'eau, la pose des portes principales et des clôtures d'enceinte, en plus de l'aménagement de couloirs d'accès dédiés aux ambulances. Ces projets seront attribués au cours des prochains jours, dès le parachèvement de l'ensemble des procédures administratives requises, sachant que les délais de réalisation ne sauraient excéder deux mois, selon le même responsable. Par ailleurs, M. Zouaoui a rappelé que les travaux du projet de réalisation des tribunes du stade communal «Said Hakkas», dans la commune d'El Hama, se poursuivent à un rythme satisfaisant, affichant un taux d'avancement de 62%, et devraient être livrés par l'entreprise de réalisation en septembre prochain.

SOUK AHRAS Mise en service de 8 nouveaux transformateurs électriques

Huit nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service dans la wilaya de Souk Ahras pour améliorer l'approvisionnement en électricité au cours de l'été 2026, a indiqué lundi le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz. Dans une déclaration à l'APS, M. Aboud Borhaneddine Khenfri a précisé que ces nouveaux transformateurs de moyenne et basse tension ont été réalisés à travers les communes de Souk Ahras, de Sidi Fredj, de Henancha et de Zaarouria, soulignant que l'opération a mobilisé une enveloppe financière de plus de 91 millions DA dans le cadre du programme spécial été 2026. Dans le cadre du même programme, neuf nouveaux départs ont été réalisés dans les communes de Souk Ahras, de Machrouha et d'Aïn Zana sur une longueur totale de 28 km pour consolider l'approvisionnement en électricité et améliorer le service assuré au citoyen, notamment durant la période estivale, a ajouté le même responsable. Dans le cadre de la démarche visant l'amélioration et de la continuité du service d'alimentation en énergie électrique durant l'été 2026, la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Souk Ahras a lancé un vaste programme de maintenance des installations, des réseaux de distribution et des transformateurs par la mobilisation de 30 équipes de permanence en plus des équipes des petites interventions des cinq agences commerciales et six services techniques pour rattraper les points faibles, notamment dans les régions ayant connu des perturbations de l'approvisionnement l'année passée, selon le même responsable.

Vaisselle en plastique

Quels **risques** pour la santé ?

Microplastiques, bisphénols, phtalates : les études publiées ces dernières années renforcent les inquiétudes autour des matériaux plastiques en contact avec les aliments. Si toutes les conséquences ne sont pas encore connues, les experts recommandent déjà de limiter certaines utilisations.



PAR AMEL B

La vaisselle en plastique est devenue omniprésente dans les foyers, les cantines, les restaurants et les événements. Assiettes, gobelets, couverts, boîtes alimentaires et contenants réutilisables sont souvent perçus comme pratiques, légers et peu coûteux. Pourtant, les recherches scientifiques récentes soulèvent des interrogations croissantes sur leurs effets potentiels sur la santé humaine, notamment en Selon les experts, le principal risque identifié concerne les substances chimiques utilisées dans la fabrication des plastiques. Parmi elles figure le bisphénol A (BPA), longtemps utilisé dans certains plastiques alimentaires et revêtements internes de boîtes de conserve. En 2023, les experts de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) ont réévalué cette molécule et conclu que l'exposition alimentaire actuelle constitue un problème de santé pour l'ensemble des groupes d'âge. L'agence a abaissé la dose journalière tolérable de BPA d'un facteur de 20 000 par rapport à sa précédente évaluation, en raison d'effets observés sur le système immunitaire ainsi que de préoccupations concernant les systèmes reproducteur, métabolique et le développement. Les études ont permis de mettre en évidence des effets biologiques préoccupants à des niveaux d'exposition beaucoup plus faibles que ceux estimés auparavant. Au-delà du BPA, les scientifiques s'intéressent également aux phtalates, utilisés pour assouplir certains plastiques. Ces substances sont considérées comme des perturbateurs endocriniens potentiels, c'est-à-dire capables d'interférer avec le fonctionnement hormonal. Des études de biosurveillance et des enquêtes sur les aliments commercialisés montrent que l'exposition de la population est très répandue.

Plusieurs travaux associent certains phtalates à des effets sur la fertilité, le développement de l'enfant, le métabolisme et certaines maladies chroniques, même si les niveaux de risque varient selon les molécules et les doses. Une autre préoccupation majeure concerne les microplastiques. Ces particules, généralement inférieures à 5 millimètres, peuvent être libérées par les contenants plastiques au cours de leur utilisation, particulièrement lorsqu'ils sont chauffés, rayés ou soumis à une usure répétée. Des recherches récentes indiquent que même des plastiques commercialisés comme « compatibles micro-ondes » peuvent relarguer des centaines de milliers de particules microscopiques et de nombreuses substances chimiques lorsqu'ils sont chauffés. Les experts recommandent ainsi de privilégier le verre ou la céramique pour réchauffer les aliments. Les conséquences exactes des microplastiques sur la santé humaine restent toutefois un sujet de recherche active. Certains travaux ont rapporté leur présence dans différents tissus humains, tandis que d'autres scientifiques appellent à la prudence en soulignant des limites méthodologiques dans certaines études. Le consensus actuel est que l'exposition est réelle, mais que l'ampleur précise des effets sanitaires à long terme demeure encore incertaine. Les données les plus récentes montrent également que le problème dépasse largement quelques substances isolées. Une étude publiée en 2024 a identifié au moins 3 601 produits chimiques issus des matériaux en contact avec les aliments — emballages, ustensiles, contenants et vaisselle — qui ont déjà été détectés dans le corps humain. Parmi eux figurent des bisphénols, des phtalates, des PFAS (« polluants éternels »), des métaux et d'autres composés dont les profils toxicologiques sont parfois mal connus. Les auteurs estiment que l'exposition humaine à ces substances est

probablement sous-estimée et appellent à renforcer l'évaluation réglementaire des matériaux destinés au contact alimentaire. Face à ces constats, plusieurs autorités sanitaires ont renforcé leur vigilance. L'Union européenne a progressivement limité puis interdit certains usages du BPA dans les matériaux en contact avec les aliments, notamment pour protéger les populations les plus vulnérables telles que les nourrissons et les jeunes enfants. Les experts ne recommandent pas nécessairement d'éliminer tout plastique du quotidien, mais conseillent de réduire les situations favorisant la migration chimique : éviter de chauffer des aliments dans des contenants plastiques, remplacer les récipients usés ou rayés, privilégier le verre, l'inox ou la céramique pour les usages chauds, et limiter autant que possible les emballages alimentaires à usage unique. Ces mesures simples permettent de diminuer l'exposition à des substances dont les effets à long terme continuent d'être étudiés. Ainsi, les connaissances scientifiques actuelles indiquent que la vaisselle en plastique n'est pas neutre sur le plan sanitaire. Les préoccupations les plus solides concernent la migration de composés chimiques tels que le BPA, certains phtalates et d'autres substances issues des matériaux alimentaires. Les microplastiques constituent un domaine de recherche en plein essor dont les risques exacts restent à préciser. Si le niveau de danger dépend du type de plastique, de son usage et de la fréquence d'exposition, la tendance générale des autorités sanitaires et des chercheurs est claire : réduire l'exposition évitable aux plastiques alimentaires, en particulier lorsqu'ils sont chauffés ou fortement usés, constitue une mesure de précaution raisonnable fondée sur les données scientifiques les plus récentes.

A.B

CHU SIDI BEL-ABBES
Introduction d'une technique moderne d'analyse génétique moléculaire des tumeurs

Le service d'anatomopathologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) «Dr Abdelkader Hassani» de Sidi Bel-Abbes s'est renforcé par l'introduction d'une technique moderne et développée d'analyse génétique moléculaire des tumeurs cancéreuses, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de cet établissement hospitalier. La même source a précisé que l'introduction de cette technique s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des priorités de la direction générale de l'hôpital visant à renforcer les capacités de diagnostic précis des tumeurs et à s'aligner sur les dernières technologies médicales appliquées à l'échelle mondiale. A ce propos, le chef du service d'anatomopathologie, le Pr Mourad Zakaria, a souligné que cette technique de pointe constitue un «apport qualitatif» pour le système de diagnostic de l'hôpital, car elle permet le dépistage précoce des altérations et des mutations génétiques associées aux tumeurs avec une grande précision, et ce, dès leurs premiers stades. Cela contribue directement à améliorer la qualité du diagnostic et à orienter le traitement adéquat pour chaque patient, selon les caractéristiques moléculaires de son cas. Cette nouvelle technique permet également, selon la même source, de réaliser une large gamme d'analyses génétiques spécifiques à plusieurs types de cancers parmi les plus répandus, à l'instar du cancer du côlon, du pancréas et du poumon, ainsi que le cancer de la peau et de la thyroïde, ce qui est de nature à renforcer les chances d'une prise en charge thérapeutique optimale des patients. Pour sa part, le directeur du CHU «Dr Abdelkader Hassani» de Sidi Bel-Abbes, Mohamed Bensenoussi, a expliqué que cette réalisation médicale reflète le souci de l'établissement hospitalier de développer et de moderniser le plateau technique de ses laboratoires médicaux, et de suivre les mutations scientifiques accélérées dans le domaine du diagnostic moléculaire des tumeurs, de manière à garantir l'amélioration de la qualité des prestations de santé fournies aux patients.

TROUBLES DU SPECTRE DE L'AUTISME CHEZ L'ENFANT

Journées scientifiques de sensibilisation à Jijel

Des journées scientifiques de sensibilisation sur les troubles du spectre de l'autisme chez l'enfant ont été ouvertes lundi à la salle de conférences du centre culturel islamique de Jijel. Dans une déclaration à l'APS, Mme Sabab Aouabi, directrice de l'établissement public hospitalier Mohamed-Seddik-Benyahia, initiateur de cette manifestation de trois jours, a indiqué que le but de ces journées est de mettre en lumière les divers aspects

liés à cette maladie dont le nombre de personnes atteintes est en croissance. Des médecins et des psychologues ont été associés à cette activité pour souligner l'importance du diagnostic précoce et les méthodes de prise en charge de l'enfant atteint, a ajouté la même responsable. La rencontre, a-t-elle ajouté, est aussi un espace d'échange des expériences entre professionnels pour consolider la prise en charge des enfants autistes, améliorer leur mode de vie et en favori-

ser l'insertion sociale. De son côté, Walid Chelghoum, psychiatre au Centre d'expertise de l'autisme au CHU de Lyon (France), a évoqué la notion des troubles du spectre de l'autisme chez l'enfant, ses signes précoces et les méthodes de diagnostic et de prise en charge thérapeutique et pédagogique, insistant sur l'importance du diagnostic précoce et le rôle de la famille et des divers acteurs dans l'accompagnement des enfants autistes.

HAÏTI LE CHEF DE L'ONU EN «VISITE DE SOLIDARITÉ»

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, se rendra la semaine prochaine en Haïti pour une «visite de solidarité» avec la population victime de la violence des bandes criminelles, a annoncé lundi un de ses porte-parole. Lors de cette visite prévue le 16 juin, M. Guterres «rencontrera des hommes, des femmes et des enfants dont les vies sont touchées par la violence» et «verra personnellement les défis humanitaires et sécuritaires auxquels le pays est confronté», a déclaré Farhan Haq.

Le secrétaire général de l'ONU, qui s'était rendu pour la dernière fois en Haïti en juillet 2023, devrait également rencontrer le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé. Haïti subit depuis de nombreuses années la violence des bandes criminelles, qui commettent des meurtres, des pillages et des enlèvements. Près de 1,5 million de personnes ont été forcées, ces dernières semaines, de fuir les violences des gangs pour trouver refuge ailleurs dans le pays, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La plupart se sont réfugiées dans des campements spontanés surpeuplés ou ont cherché refuge auprès de communautés d'accueil déjà vulnérables.

CUBA UN SÉISME DE MAGNITUDE 6,1 SECOUE L'OUEST DU PAYS

Un séisme de magnitude 6,1 sur l'échelle de Richter a secoué lundi l'ouest de Cuba, dont la capitale La Havane, sans faire pour l'heure de dégâts ou de victimes, selon les autorités. L'épicentre, situé à une profondeur de 10 km, a été initialement localisé à 22,85 degrés de latitude nord et 85,15 degrés de longitude ouest, a précisé le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ). «Aucun dégât matériel ni aucune victime n'ont été signalés pour le moment», ont indiqué les autorités, précisant que le séisme a été ressenti dans toute la région occidentale du pays, avec une intensité particulière dans les provinces de Pinar del Rio et La Havane. Les tremblements de terre sont en général plus fréquents dans la région orientale de Cuba, qui se trouve à la limite des plaques tectoniques des Caraïbes et de l'Amérique du Nord.

Épidémie d'Ebola L'OMS met en garde contre la propagation rapide de l'épidémie

L'OMS évalue actuellement le risque comme « très élevé » pour la République démocratique du Congo et « élevé » pour l'Ouganda et les pays voisins qui partagent des frontières terrestres avec les zones touchées.



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo se propageait rapidement, avec un nombre croissant de cas, une portée géographique plus large et une transmission transfrontalière en Ouganda. Dans sa dernière mise à jour, l'OMS évalue désormais le risque comme « très élevé » pour la République démocratique du Congo, « élevé » pour l'Ouganda et les pays voisins partageant des frontières terrestres avec les zones touchées, et « faible » pour le reste de l'Afrique et dans le monde. Au 7 juin, la République démocratique du Congo recensait 515 cas, dont 91 décès. L'Ouganda avait signalé 19 cas, dont 2 décès. Tous les cas en Ouganda sont liés épidémiologiquement à l'épidémie en République démocratique du Congo. L'OMS travaille actuellement avec les gouvernements nationaux et ses partenaires à la mise en œuvre d'une série de mesures de riposte, notamment un plan visant à mobiliser 518 millions de dollars pour aider les pays africains à se préparer aux épidémies, à les détecter et à y répondre. Lors d'une rencontre avec le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, au palais présidentiel d'Entebbe, Museveni a souligné la nécessité d'efforts transfrontaliers coordonnés pour prévenir la propagation de la maladie dans toute l'Afrique de l'Est et centrale. Le président Museveni a réaffirmé l'engagement et la volonté de l'Ouganda à contenir la pandémie, soulignant que le pays a mis en œuvre des mesures de surveillance et de réponse robustes et coopère étroitement avec ses voisins, notamment la République démocratique du Congo. Le président ougandais a déclaré avoir discuté avec le président congolais Félix Tshisekedi du renforcement de la coopération bilatérale afin de prévenir la propagation transfrontalière d'Ebola. Dans la province d'Ituri, à l'est de la République démocratique du Congo, le personnel soi-

gnant travaille dans des conditions extrêmement précaires, avec un manque criant de matériel et de personnel, alors que l'épidémie d'Ebola, causée par la souche Bundibugyo, continue de se propager. Parallèlement, le conflit armé et la fragilité du système de santé compliquent davantage la lutte contre la maladie. Le directeur général de l'OMS a également promis un soutien continu sous forme de financement, de logistique, d'expertise technique et de personnel, et a appelé les dirigeants régionaux à intensifier leurs efforts coordonnés pour lutter contre la pandémie. Pour rappel, l'OMS et le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) ont annoncé ce vendredi le lancement d'un plan d'intervention de 518 millions de dollars sur six mois pour lutter contre l'épidémie d'Ebola. Ce programme, prévu jusqu'en novembre, vise à renforcer la surveillance sanitaire, les capacités de laboratoire, la prévention des infections, les soins aux patients, la mobilisation communautaire et la préparation des pays voisins face au risque de propagation. Déclarée le 15 mai dans le nord-est de la RDC, l'épidémie est provoquée par la souche Bundibugyo du virus Ebola, pour laquelle aucun vaccin ni traitement homologué n'existe actuellement. Le CDC Afrique estime que cette flambée est plus importante que les précédentes épidémies liées à la souche Bundibugyo recensées en 2007 et 2012. Les autorités sanitaires soulignent que le virus a circulé plusieurs semaines avant sa détection, compliquant les opérations de riposte. Selon le CDC Afrique, les promesses de financement atteignent actuellement 315,8 millions de dollars, tandis que plus de 200 tonnes de matériel médical ont déjà été acheminées vers les zones touchées. L'OMS rappelle que la maladie, transmise par contact direct avec des fluides corporels infectés, a causé plus de 15.000 décès sur le continent africain au cours des cinquante dernières années.

RDC L'UE ANNONCE L'OCTROI D'UNE AIDE ADDITIONNELLE DE 5 MILLIONS D'EUROS

L'Union européenne (UE) a annoncé l'octroi d'une aide additionnelle de cinq millions d'euros destinée à renforcer la lutte contre l'épidémie d'Ebola qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), à l'occasion de la visite de la commissaire européenne chargée de la gestion des crises, Hadja Lahbib, dans la province de l'Ituri. S'exprimer à son arrivée à Bunia, principal centre de la riposte sanitaire dans la région, Mme Lahbib a précisé que ce financement servira notamment à mettre en place des centres régionaux de diagnostic dans les zones les plus affectées afin d'améliorer la détection précoce des cas.

Selon la responsable européenne, cette enveloppe permettra de renforcer les capacités de dépistage grâce à des tests plus rapides et plus fiables, facilitant ainsi l'identification et l'isolement des personnes infectées. «L'Union européenne prend cette urgence très au sérieux. Depuis le début de l'épidémie, nous nous sommes mobilisés rapidement pour renforcer notre soutien et cet engagement se poursuit aujourd'hui», a-t-elle déclaré. «Le virus ne connaît pas de frontières», at-elle averti, mettant en évidence les risques de propagation régionale de l'épidémie si celle-ci n'est pas rapidement maîtrisée. L'UE a déjà mobilisé 84 millions d'euros pour soutenir les efforts de riposte et les opérations humanitaires menées par les autorités congolaises et les partenaires internationaux. Dans le cadre de cette assistance, un pont aérien humanitaire mis en place avec l'appui de l'UNICEF a récemment acheminé près de 100 tonnes de matériel d'urgence vers l'est de la RDC, comprenant notamment des médicaments, des équipements de protection et des abris temporaires.

JOURNÉE MONDIALE DE L'OCÉAN

L'ONU appelle à une **action collective** pour préserver les milieux marins

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé à une mobilisation internationale renforcée pour faire face à la dégradation des milieux marins, soulignant le rôle essentiel de l'océan dans la régulation du climat, la préservation de la biodiversité et la sécurité alimentaire mondiale. «L'océan façonne notre climat, soutient les écosystèmes, les économies et représente un moyen de subsistance de milliards de personnes à travers le monde», a souligné M. Guterres dans un message publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan célébrée le 8 juin. Il a mis en garde à cet égard, contre l'aggravation de la crise que traverse l'environnement marin, en raison notamment du changement climatique, de la surpêche, de la perte de la biodiversité et de la pollution des océans. Selon M. Guterres, les conclusions de la troisième Evaluation mondiale de l'océan, publiée lundi, mettent en évidence une détérioration continue de l'état des océans et la nécessité d'agir sans délai. Il a estimé qu'il n'était plus possible de considérer l'océan comme une ressource inépuisable, plaidant pour l'instauration d'une nouvelle relation avec les espaces marins fondée sur les données scientifiques, le respect du droit international et une responsabilité partagée entre les États, les secteurs économiques et les générations futures. Il a, dans ce contexte, salué les avancées enregistrées, citant notamment les résultats de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan l'année dernière ainsi que l'entrée en vigueur de l'Accord sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales. En conclusion, le secrétaire général de l'ONU a appelé la communauté internationale à faire preuve d'ambition et de détermination afin de garantir un avenir durable aux océans.

Handball

Stage de suivi médico-technique à l'ESHRA d'Aïn Benian pour l'EN

La Fédération algérienne de handball (FAHB) a annoncé, lundi, la liste des 23 joueurs de l'équipe nationale seniors messieurs convoqués pour un stage de suivi technique et médical prévu du 8 au 10 juin 2026 à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), à Aïn Benian.

Selon un communiqué de la FAHB, ce regroupement s'inscrit dans le cadre du programme de suivi de fin de saison sportive mis en place par le staff technique national. Il comprendra une série d'exams médicaux ainsi que des tests physiques complets destinés à évaluer l'état de santé et le niveau de préparation des joueurs avant l'entame des futures phases de préparation aux échéances nationales et internationales.

La même source précise que ce stage permettra également l'élaboration de programmes d'entraînement individualisés pour chaque joueur, sur la base des données recueillies lors des évaluations médicales et physiques. «L'objectif est de maintenir le niveau de compétitivité des internationaux durant l'intersaison», précise la FAHB. L'instance fédérale souligne que la liste des joueurs retenus reflète la volonté du staff technique national, conduit par le sélectionneur Raül Alonso Sanguino, d'assurer un suivi continu des éléments susceptibles de renforcer les rangs de la sélection nationale et de s'assurer de leur degré de préparation en prévision des prochains rendez-vous.

Le sept national masculin prendra part aux Jeux méditerranéens de Tarante-2026 (21 août - 3 septembre). L'Algérie croisera le fer dans le groupe B avec la Tunisie, la Grèce et Chypre. Le duel maghrébin entre Algériens et Tunisiens devrait constituer l'une des affiches phares du premier tour.

Ligue de Diamant 2026

Triki au rendez-vous d'Oslo

L'Algérien Yasser Mohamed Tahar Triki s'est engagé au concours du triple saut de la sixième étape de l'édition 2026 de la Ligue de Diamant d'athlétisme, prévu le mercredi 10 juin à Oslo (Norvège), suivant la liste d'admission, dévoilée lundi par les organisateurs.

Plusieurs autres grands champions de la spécialité seront présents à ce rendez-vous, notamment, l'Italien Andy Diaz Hernandez (17,75m), le Brésilien Almir Dos Santos (17,53m), le Jamaïcain Jaydon Hibbert (17,87m), le Cubain Lazaro Martinez (17,51m), et surtout, l'actuel N1 au classement mondial de la spécialité, le Portugais Pedro Pichardo (18,08m).

Triki, dont la meilleure performance personnelle est de 17,43 mètres occupe actuellement le 3e rang mondial, et il ambitionne de réussir une bonne performance à Oslo, pour se qualifier en finale de cette édition 2026, prévue au début septembre prochain, à Bruxelles (Belgique). D'autre part, les demi-fondistes algériens : Slimane Moula et Djamel Sedjati ne se sont pas engagés sur le 800 mètres, qui verra l'entrée en lice du champion olympique et actuel N1 mondial de la spécialité, le Kenyan Emmanuel Wanyonyi.

ALGÉRIE-BOLIVIE, CE SOIR À 01H00

Les Verts pour **se peaufiner** avant l'Argentine

A sept jours du grand saut dans le bain mondial et du choc tant attendu face à l'Argentine le 17 juin, l'équipe nationale d'Algérie souhaite peaufiner ses armes avant l'entame de la compétition. Ce soir, à partir de 19h heure locale (1h du matin, heure algérienne), les Verts disputeront leur second et dernier match amical de préparation face à la Bolivie.



L'explication aura pour cadre le terrain principal de l'Université du Kansas, le camp de base ultra-moderne où la délégation algérienne a choisi de s'isoler. Pour cet ultime galop d'essai, le sélectionneur national Vladimir Petkovic a opté pour une configuration d'une discrétion absolue : la rencontre se jouera à huis clos, loin des regards des supporters et sans la moindre présence des médias.

Pour le technicien helvétique, ce match «secret» constitue la véritable clé de voûte de son plan de bataille avant le Mondial. Discret mais capital, il offrira à Petkovic l'opportunité de statuer définitivement sur la forme physique, l'état mental et le degré de compétitivité de l'ensemble de ses joueurs. Fort des nombreux enseignements tactiques tirés du précédent test du 3 juin dernier face aux Pays-Bas, soldé par un succès de prestige retentissant (0-1), le sélectionneur entend répéter l'exercice avec la même rigueur. L'objectif prioritaire reste d'installer du rythme dans les jambes, d'offrir du temps de jeu à un maximum d'éléments pour homogénéiser le groupe, tout en peaufinant les derniers automatismes collectifs.

Un adversaire en plein doute, mais

historiquement coriace

Sur le papier, le CV récent de «La Verde» n'a pourtant rien de particulièrement effrayant. Samedi soir, à Harrison, la formation sud-américaine a littéralement pris le bouillon face à l'Ecosse, concédant une lourde défaite (0-4). Un revers cuisant qui confirme la trajectoire très difficile des Boliviens, qui affichent un bilan peu flatteur de 7 défaites lors de leurs 11 dernières sorties internationales. Actuelle 76e au classement FIFA, la Bolivie a pourtant bien failli valider son billet pour ce Mondial 2026, échouant de très peu lors du barrage intercontinental disputé le 1er avril dernier à Monterrey (Mexique) face à l'Irak (1-2). Toutefois, le staff technique national sait pertinemment qu'il serait périlleux de juger cet adversaire uniquement à travers ses derniers déboires. Pour ses grands débuts sur le banc des Fennecs en mars 2024, lors des FIFA Series, Vladimir Petkovic avait pu mesurer la grinta de cette équipe. Au stade Nelson-Mandela de Baraki, les camarades de Ramy Bensebaïni avaient souffert mille maux pour s'imposer (3-2). Menés au score jusqu'à la 79e minute, les Verts n'avaient dû leur salut qu'à un sursaut d'orgueil tardif, matérialisé

par l'égalisation de Moncef Bakrar puis un but libérateur d'Aïssa Mandi dans le temps additionnel (90'+4).

Attention au sursaut d'orgueil de la Verde

Vingt-sept matchs plus tard, les contextes ont radicalement changé. Aujourd'hui, l'équipe nationale algérienne apparaît beaucoup plus sereine, transpirant la certitude collective depuis sa victoire référence contre les Néerlandais. A l'inverse, les protégés d'Oscar Villegas traversent une zone de turbulences mais aborderont la pelouse du Kansas avec la ferme intention de sauver leur honneur et de se racheter après la gifle écossaise. Les coéquipiers de José Sagredo — l'un des buteurs boliviens lors de la confrontation de 2024 à Alger — chercheront à imposer un défi physique intense. C'est précisément cette adversité rugueuse et imprévisible que recherche Petkovic. À sept jours d'un tournoi planétaire où la moindre approximation se paie cash, maintenir l'ensemble de l'effectif sous une tension compétitive maximale est essentiel.

H.M.

Amical (U20)La Tunisie et l'Algérie font **match nul**

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) a fait match nul face à son homologue tunisienne (1-1, mi-temps : 1-1), lundi à Hammam-Sousse en amical. La réalisation algérienne a été l'œuvre du

sociétaire du Paradou AC, Houssein Tarzout (36'). Lors du premier match amical, disputé vendredi au même stade, la Tunisie s'est imposée 1-0. Le sélectionneur national Nedder Razik a fait appel à 29 joueurs pour ce stage en Tunisie, dans le

cadre de la poursuite de la préparation en prévision des prochaines échéances officielles.

La sélection algérienne prépare le tournoi de l'UNAF, qui se déroulera en Egypte du 21 septembre au 6 octobre, qualificatif à la Coupe

LE MAIRE DE KANSAS CITY

souhaite la bienvenue aux «**Fennecs**»

Le maire de la ville américaine de Kansas City, Quinton Lucas, a souhaité la bienvenue à l'équipe nationale algérienne de football, arrivée aux Etats-Unis à l'aube de ce lundi en prévision de sa participation à la phase finale de la Coupe du monde 2026, prévue du 11 juin au 19 juillet. Dans un message publié sur la plateforme X, Quinton Lucas a écrit : «Assalamou Alaïkoum, Algérie. Nous sommes honorés

d'accueillir les Fennecs ainsi que tous les supporters de l'équipe nationale algérienne à Kansas City et dans sa région à l'occasion de la Coupe du monde». La sélection algérienne entamera son parcours dans le tournoi le 17 juin avec une affiche de prestige face à l'Argentine, championne du monde en titre, au stade Arrowhead de Kansas City. Cette rencontre, comptant pour le groupe J, qui comprend également l'Autriche et la Jordanie,

débutera à 02h00 (heure algérienne). Avant son entrée en lice dans la compétition mondiale, les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez disputeront un match amical contre la Bolivie le 11 juin à Kansas City, à partir de 01h00 (heure algérienne), constituant le dernier test pour les hommes du sélectionneur Vladimir Petkovic avant le début de la compétition officielle.

Concocté pour les supporters

La Fifa dévoile le plus grand programme d'animations de son histoire

La Fifa a annoncé lundi la mise en place du plus vaste programme d'animations destinées aux supporters jamais organisés à l'occasion d'une Coupe du monde, avec des événements prévus dans les villes hôtes du Canada, des Etats-Unis et du Mexique lors du Mondial-2026 (11 juin-19 juillet).

Au cœur de ce dispositif figurent les 13 sites officiels du Fifa Fan Festival, qui accueilleront les supporters dans des lieux emblématiques à travers les trois pays organisateurs. Ces espaces proposeront la retransmission des rencontres sur écrans géants, des concerts, des animations culturelles, des expériences interactives autour du football ainsi que des activités destinées à toute la famille, précise l'instance internationale sur son site officiel.

Selon la même source, cette édition sera la plus importante jamais organisée pour le Fifa Fan Festival, avec une implantation géographique s'étendant sur près de 4 000 kilomètres à travers l'Amérique du Nord. Plus de 40 millions de visiteurs ont déjà fréquenté ces espaces depuis leur création il y a vingt ans.

Outre les Fan Festivals, plusieurs villes hôtes, notamment Los Angeles, New York, New Jersey et Philadelphie, organisent des rassemblements supplémentaires afin d'offrir davantage d'opportunités aux supporters de vivre les matchs dans une ambiance festive et conviviale.

«Le Fifa Fan Festival est l'endroit où le football, le divertissement et la culture locale se rencontrent pour offrir aux supporters une manière unique de vivre la Coupe du monde au-delà des stades», a déclaré Heimo Schirgi, directeur des opérations du tournoi au site de la Fifa.

**INTERDIT D'ENTRÉE SUR LE SOL AMÉRICAIN****La Fifa écarte l'arbitre somalien****Artan**

Ce devait être l'apogée de sa jeune carrière, est désormais un cauchemar. L'arbitre somalien refoulé à son entrée aux Etats-Unis n'officiera pas durant la Coupe du monde de football devant débiter jeudi, a annoncé la Fédération internationale de football (Fifa) lundi.

«La Fifa confirme que l'arbitre Omar Abdulkadir Artan ne pourra ni s'entraîner ni officier lors de la Coupe du monde 2026, après s'être vu refuser l'entrée aux Etats-Unis», a indiqué l'instance. «La Fifa n'intervient pas dans les procédures d'immigration du pays hôte, y compris dans l'octroi des visas, et a été informée par les autorités que le statut de M. Artan ne serait pas modifié pour le moment», est-il ajouté dans le communiqué. «Conformément aux précédentes compétitions organisées par la Fifa, c'est le gouvernement du pays hôte qui détermine en dernier ressort qui reçoit un visa et qui est admis sur son territoire», a encore rappelé la Fédération internationale.

La police aux frontières américaines (CBP) a expliqué que «le 6 juin, un ressortissant somalien est arrivé à l'aéroport international de Miami en provenance de l'aéroport international d'Istanbul. (...) Au cours des formalités, le voyageur a été soumis à une inspection supplémentaire, une étape de routine». «A l'issue de l'inspection, le voyageur, un arbitre de la Coupe du monde, a été jugé inadmissible en raison de problèmes liés à la vérification de ses antécédents et s'est vu refuser l'entrée sur le territoire», a ajouté l'agence dépendant de la Sécurité intérieure des Etats-Unis.

Pourtant, «il disposait d'un visa en règle», a assuré Ciise Aden Abshir, haut conseiller auprès du ministère somalien de la Jeunesse et des Sports, interrogé par l'Afp. La Somalie est l'un des nombreux pays dont les citoyens sont frappés d'une interdiction de voyage aux Etats-Unis par l'administration de Donald Trump.

Omar Abdulkadir Artan «compte parmi les plus respectés d'Afrique» et lui «refuser l'entrée aux Etats-Unis et l'empêcher d'officier (...) porte préjudice non seulement à sa personne, mais sape également l'engagement du football en faveur de l'équité, du mérite et de l'esprit du fair-play», a regretté M. Abshir.

La Somalie, un «pays pourri» d'après Donald Trump

«La communauté du football devrait le soutenir en cette période difficile», a encore estimé cet ancien capitaine de l'équipe nationale somalienne.

Omar Abdulkadir Artan devait être le premier arbitre somalien à officier lors d'une phase finale de Coupe du monde. Âgé de 34 ans, il faisait partie des 52 hommes en jaune sélectionnés pour tenir le sifflet au Mondial coorganisé en juin et juillet par le Canada, le Mexique et les Etats-Unis.

«Je loue les efforts, le professionnalisme et l'intégrité démontrés par l'arbitre Omar, qui est devenu une source d'inspiration pour la nouvelle génération de Somaliens», s'était réjoui le jour de sa nomination Hassan Sheikh Mohamud, président de ce pays qui ne s'est jamais qualifié pour un Mondial.

Titulaire du statut Fifa depuis 2018, Artan officie dans le championnat somalien et a été nommé meilleur arbitre de l'année par la Confédération africaine de football (CAF) en 2025. La Somalie est dans le viseur de Donald Trump. Fin novembre, le président américain l'avait qualifiée de «pays pourri» et fait part de son intention de mettre fin au statut spécial protégeant les ressortissants somaliens de l'expulsion.

**MÊME SANS LAMINE YAMAL****L'Espagne réussit son dernier test**

L'Espagne a conclu lundi soir sa préparation à la Coupe du monde par une victoire 3-1 au Mexique.

Lamine Yamal était toujours absent du groupe espagnol à l'Estadio Cuauhtémoc ; l'aîlé de 18 ans n'a plus joué avec le FC Barcelone depuis le 22 avril.

Même sans lui, la Roja a dominé les débats. Dès la 2e minute, Pau Cubarsí a lancé Mikel Oyarzabal, qui a ouvert le score d'une frappe croisée (0-1). En milieu de première période, Pedri a doublé la marque après un service de Ferran Torres (0-2).

Après la pause, le score est même passé à 0-3 lorsque Gallese a détourné un centre de Jeremy Pino dans ses propres filets. Grâce à Jairo Vélez,

le Pérou a sauvé l'honneur : 1-3.

Lamine Yamal (18 ans) n'est pas prêt à toutes les folies en cas de victoire de l'Espagne à la Coupe du monde (11 juin-19 juillet) cet été. Interrogée par la Movistar sur un possible sacre mondial de la Roja, la star du FC Barcelone est restée très mesurée quand le journaliste lui a demandé à quelle promesse il s'engageait s'il levait le trophée. Le jeune attaquant de 18 ans a réfléchi quelques instants avant de prendre un pari très raisonnable.

«Je promets que si je gagne le Mondial, je me laisse pousser la barbe et la moustache... Pendant un an? Non, trois semaines!» Vainqueur du dernier Euro 2024 avec la Roja, Lamine Yamal est actuellement en soins pour se remettre d'une blessure aux iachio-jambiers contractée avec le FC Barcelone en fin de saison. Il n'a pas joué face à l'Irak (1-1) en match amical jeudi et ne fera pas non plus le déplacement à Puebla (Mexique) ce lundi pour le deuxième match de préparation contre le Pérou. Il est resté au camp de base avec deux autres joueurs blessés: Nico Williams et Victor Munoz.

FRANCE-IRLANDE DU NORD**La plaisanterie de Deschamps sur Mbappé**

Le record de Giroud attendra. Incapable de trouver le cadre lundi lors du match amical remporté par la France contre l'Irlande du Nord (3-1), Kylian Mbappé n'est pas devenu le co-meilleur buteur des Bleus. Malgré six tentatives, le capitaine tricolore n'a pas marqué et est resté muet pour sa deuxième titularisation consécutive en sélection. Pas de quoi s'inquiéter selon Didier Deschamps qui s'est même permis une petite blague au sujet de son buteur. «Moi je ne vais pas m'inquiéter. C'est vrai qu'il a eu plusieurs situations mais il n'a pas eu

d'efficacité», a noté le sélectionneur de l'équipe de France en conférence de presse. «Il m'avait dit qu'il la gardait pour les Etats-Unis donc moi ça me va (sourire).» A l'image de Kylian Mbappé, et à l'exception d'un Michael Olise auteur d'un triplé, l'attaque de l'équipe de France a manqué d'efficacité contre l'équipe nord-irlandaise. Aligné dans l'axe, derrière son capitaine, Ousmane Dembélé a eu beaucoup de mal à exister et à rayonner. Là encore, pas trop d'inquiétude dans l'esprit de Didier Deschamps concernant son animation avec le quatuor Doué-Dembélé-Mbappé-

Olise. «On a toujours des enseignements, collectivement et sur chaque joueur. Il y a des positions de départ qui peuvent changer en cours de match et c'est ce qui est important», a indiqué le technicien tricolore sur l'animation offensive de son équipe. «Michael est resté un peu plus sur la droite qu'Ousmane parce qu'il a un peu plus la capacité à faire les efforts.» Et de continuer: «Il y a une bonne relation technique. Même si Barco' et Rayan n'ont pas commencé, évidemment qu'il y a des options et des profils différents devant.» Didier Deschamps a volé au secours d'Ousmane

Dembélé, après sa performance quelconque face à l'Irlande du Nord. Entre la volonté de ne pas trop tirer sur son corps avant le Mondial et son arrivée tardive, sacre du PSG en Ligue des champions oblige, le Ballon d'or a des circonstances atténuantes pour son sélectionneur. «Parler de Ous' après ce qu'il a eu, et psychologiquement et physiquement c'était un galop de reprise. Au PSG il part d'une position axiale, les buts il les marque quand il est dans l'axe, mais je le vois beaucoup dans d'autres zones aussi», a encore expliqué le patron des Bleus face à la presse.

LES MOTS CROISÉS

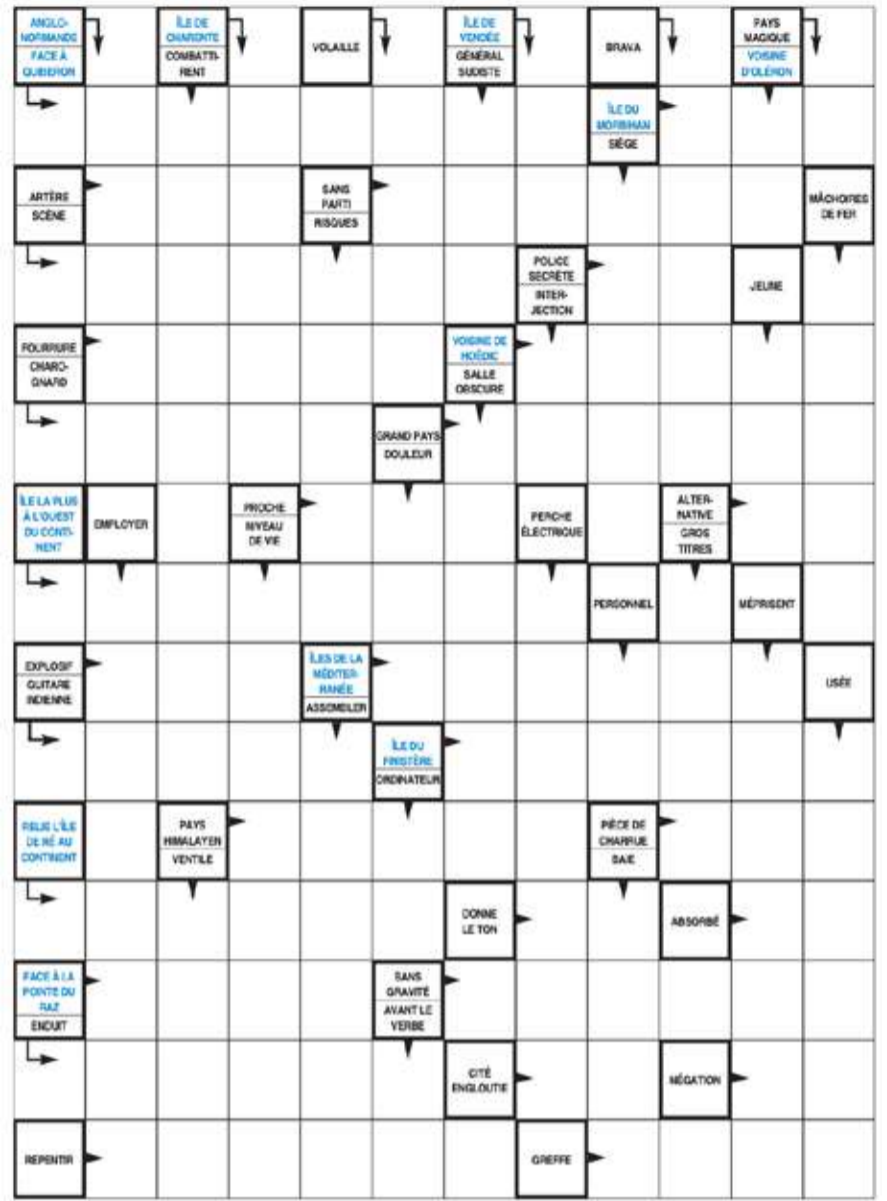
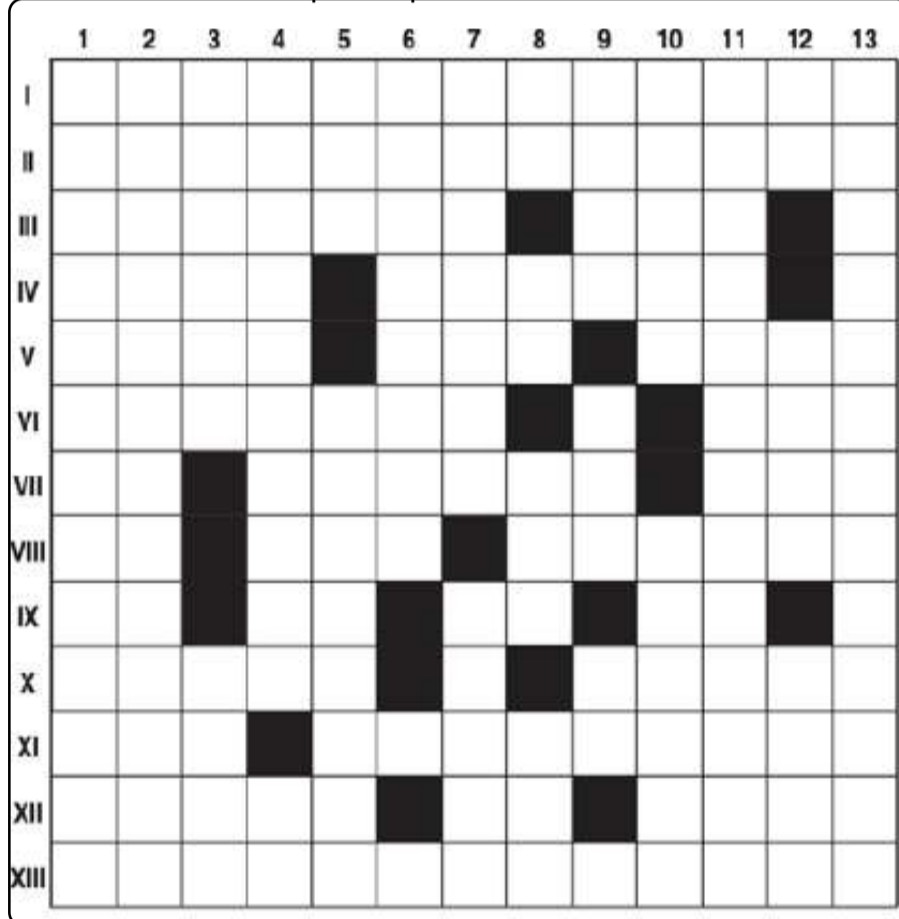
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Après sa mort, divers poèmes et essais furent publiés sous le titre MIRACLES (1924). II. Impensable en salle de réanimation. III. Chaussais, et prenais soin des pieds. Interjection exprimant le doute. IV. La place forte de cette commune fut cédée à la France en 1713 suite au traité d'Utrecht. Il était donc étendu sans mouvement. V. Fleuve côtier de France et de Belgique. Arrivée en fin d'année. Fait forcément bonne impression. VI. Deux lettres en une seule. Comme de bien entendu... VII. Tête d'ahuri. Sultan d'Egypte de la dynastie des Mamelouks Burdjites. Prend tout autant soin des arabes que des anglais. VIII. Deux otées de huit. Pronom indéfini. En Bolivie andine et à près de 4 000 mètres d'altitude. IX. Un quartier d'Aix-les-Bains. Conjonction. Quelque chose de monstrueux que l'on retrouve en Russie. Au milieu du Togo. X. Elle rejoint le Rhin à Bâle. Ce n'est pas que pour les malaises que certains le prennent en main. XI. Ce genre d'échange, on le retrouve dans le métro parisien. Mise plus bas que terre. XII. Point décisif dans les arts martiaux. Morceau de pain. A de fortes mâchoires. XIII. Nom donné aux auteurs des massacres de septembre 1792.

VERTICALEMENT

1. Couvent de femmes fondé à Paris rue de Sèvres en 1640 et où Madame Récamier résida de 1819 à 1849. 2. Roi de France, fils de Philippe Egalité et de Louise-Marie de Bourbon-Penthièvre. 3. Différents. Ce général français fut le gouverneur de Dantzig. 4. Peuvent-elles être amenées à rire jaune ? Morceau d'entrecôte. 5. Premier mot du nom de la capitale de la province de Khanh Hoa. Rouge, elle ne peut en aucun cas être un signe avant coureur. 6. Faisons semblant. 7. Ils vivent près d'un point d'eau dans le désert. Vièle arabe. 8. Dans un



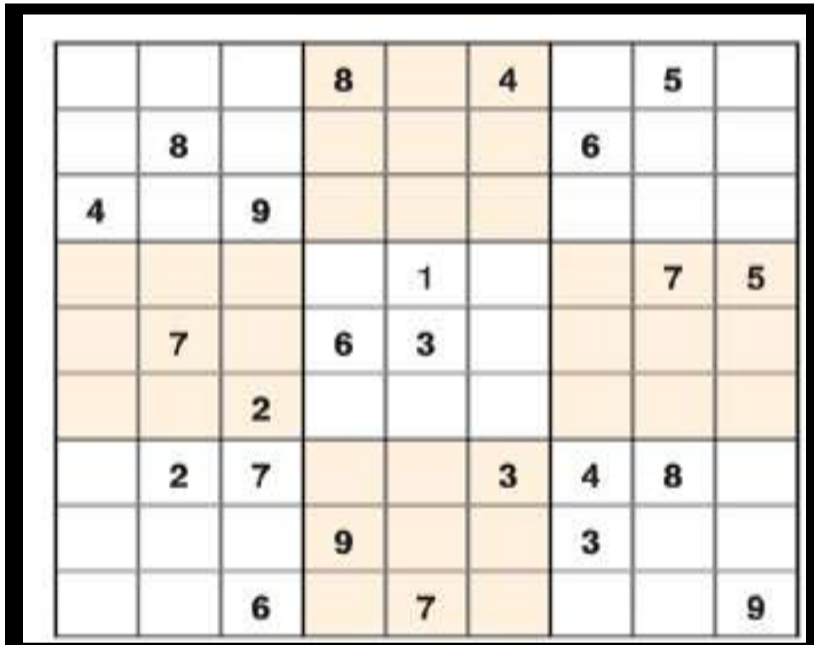
MOTS MÊLÉS

La phrase-mystère est :
LAPALMED'OR

- | | | | | |
|------------|-----------|-----------|----------|-----------|
| ADSL | CONNEXION | FRAUDE | PIRATE | SURFER |
| ANTIVIRUS | COOKIE | GOOGLE | PIXEL | TCHAT |
| ARNAQUE | COURRIEL | HACKER | PLUGIN | VEILLE |
| AROBASE | ECRAN | INTRANET | PODCAST | WEBMASTER |
| AVATAR | EMAIL | LOGICIEL | PORTABLE | WIFI |
| BANDEAU | EMOTICONE | MODEM | PRESSE | |
| BONUS | ETOILE | NUMERIQUE | RESEAU | |
| CERTIFICAT | FIBRE | OCTET | SMILEY | |
| COMMUN | FORUM | PAREFEU | SPAM | |



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



Bande dessinée

FIBDA 2026, les inscriptions aux concours prolongées jusqu'au 1er juillet

Le Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA) accorde un délai supplémentaire aux candidats souhaitant participer à sa 18e édition. Les auteurs, illustrateurs et jeunes talents ont désormais jusqu'au 1er juillet 2026 pour déposer leurs dossiers.



NASSIM TERKI

Le Commissariat du Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA) a annoncé le report de la date limite de participation aux concours de sa 18e édition. Initialement prévue pour le 1er juin 2026, la clôture des inscriptions est désormais fixée au 1er juillet 2026. Cette décision a été prise à la suite de nombreuses demandes adressées par des auteurs et des candidats qui souhaitent disposer de plus de temps pour finaliser leurs projets. Le festival, organisé sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, poursuit ainsi son appel à participation placé sous le thème « Édition du roman graphique ». Cette prolongation permet aux auteurs, illustrateurs, éditeurs et jeunes créateurs de préparer leurs candidatures dans de meilleures conditions et de prendre part à un rendez-vous devenu incontournable pour les passionnés du 9e art en Algérie. Pour cette nouvelle édition, quatre concours sont

proposés. Le premier est destiné aux auteurs professionnels. Ouvert à l'international, il s'adresse aux créateurs ayant déjà publié un album imprimé. Les œuvres présentées doivent avoir été éditées à partir de 2022 et peuvent être rédigées en arabe, en amazigh, en français, en anglais ou dans toute autre langue. Le deuxième concours est réservé aux auteurs algériens âgés de plus de 16 ans, qu'ils soient professionnels, autodidactes ou étudiants dans une école d'art. Les participants doivent soumettre un projet comprenant entre deux et huit planches, accompagné d'une couverture. Le festival propose également un concours destiné aux jeunes de moins de 16 ans. Cette compétition met l'accent sur la créativité et laisse aux participants une totale liberté dans le choix du sujet. Enfin, le concours du meilleur magazine de pop culture et de bande dessinée récompensera les publications périodiques qui contribuent à la promotion de la BD à travers la diffusion régulière de planches et de contenus liés au 9e art.

Le règlement du FIBDA laisse une grande place à

la liberté de création. Les participants peuvent puiser leur inspiration dans le patrimoine algérien, dans l'actualité ou dans des thèmes universels. Tous les genres sont acceptés, qu'il s'agisse d'humour, d'aventure, de fantastique, de drame ou encore d'horreur. Les organisateurs rappellent toutefois que les œuvres réalisées à l'aide de l'intelligence artificielle ne sont pas admises. Seules les créations originales, conçues et réalisées par les auteurs eux-mêmes, pourront être retenues. Comme lors des précédentes éditions, les projets seront examinés dans un premier temps par un comité de présélection avant d'être soumis à l'évaluation d'un jury spécialisé. Les candidatures seront jugées à parts égales sur la qualité du récit et sur la qualité graphique des œuvres. Au fil des années, le FIBDA s'est imposé comme l'un des principaux rendez-vous culturels consacrés à la bande dessinée en Algérie. À travers ses concours et ses rencontres, il offre aux artistes confirmés comme aux nouveaux talents un espace pour présenter leurs créations, échanger leurs expériences et faire connaître leur travail auprès du public et des professionnels du secteur.

FESTIVAL DU CINÉMA RUSSE À ALGER
SIX FILMS À L'AFFICHE DU 15 AU 20 JUIN À LA SALLE IBN ZEYDOUN

Les amateurs de cinéma auront rendez-vous du 15 au 20 juin à la salle Ibn Zeydoun à Alger, à l'occasion d'une nouvelle édition du Festival du cinéma russe, organisée par l'Ambassade de Russie en Algérie.

Cette manifestation proposera au public algérien un aperçu de la production cinématographique russe contemporaine à travers six longs métrages récents couvrant plusieurs genres, du drame au film d'aventure, en passant par la comédie et les œuvres destinées au jeune public et aux familles.

Le festival s'ouvrira le 15 juin avec la projection de « Août » (2025), un film de guerre réalisé par Nikita Vysotski. L'intrigue se déroule durant l'été 1944 dans les territoires biélorusses récemment libérés. Le film suit une unité d'officiers du service de contre-espionnage militaire soviétique « SMERSH », engagée dans une opération visant à neutraliser des agents ennemis infiltrés derrière les lignes.

La programmation se poursuivra le 16 juin avec « Le Loup », suivi le 17 juin de « Bouratino ». Le public pourra ensuite découvrir « Le Premier sur l'Olympe » le 18 juin, puis « La Belle » le 19 juin. Le festival prendra fin le 20 juin avec la projection de « Finik 2 ».

Toutes les séances sont prévues à 19h00 à la salle Ibn Zeydoun. À travers cette sélection, les organisateurs entendent faire découvrir la diversité du cinéma russe actuel et offrir au public algérien l'occasion de découvrir de nouvelles œuvres reflétant différentes approches artistiques et thématiques.

Au-delà des projections, cette manifestation s'inscrit dans le cadre des échanges culturels entre l'Algérie et la Russie, le cinéma constituant un espace privilégié de dialogue et de rapprochement entre les peuples. Pendant six jours, la salle Ibn Zeydoun accueillera ainsi un programme varié destiné aussi bien aux cinéphiles qu'au grand public.

Rédaction Culturelle

UNE IMMERSION DANS L'UNIVERS DE L'ABSTRACTION ET DE LA COULEUR

Exposition de **Latifa Boulfoul** au Palais de la Culture

Au Palais de la Culture, l'artiste plasticienne Latifa Boulfoul présente une exposition intitulée « Spectre de couleurs », visible jusqu'au 4 juillet. À travers 33 œuvres, elle invite le public à découvrir un univers dominé par la couleur, où l'abstraction occupe une place centrale.

Cette nouvelle exposition met en avant un ensemble de compositions aux palettes variées. Certaines « toiles » sont marquées par des couleurs vives comme le rouge, le jaune ou l'orange, tandis que d'autres privilégient des teintes plus douces, notamment le bleu clair, le rose ou le parme. L'ensemble offre une diversité chromatique qui constitue l'un des principaux traits de son travail.

Fidèle à sa démarche artistique, Latifa Boulfoul ne donne pas de titres à ses tableaux. Un choix assumé qui laisse au visiteur une entière liberté d'interprétation. L'artiste considère que « chaque regard porté sur une œuvre peut susciter une lecture différente », selon la sensibilité de chacun.

L'exposition témoigne également de son attachement à l'art abstrait, un registre qu'elle privilégie depuis plusieurs années. Ses « compositions » reposent sur un jeu d'équilibres entre les formes et les couleurs, nourri par son imaginaire et son inspiration personnelle. Comme elle le souligne, ses créations ne relèvent pas de la reproduction mais d'une démarche fondée sur la création originale.

Au-delà de la peinture, Latifa Boulfoul s'est également illustrée dans le domaine de la céramique. Son parcours comprend plusieurs réalisations en Algérie ainsi qu'à l'étranger. Parmi ses contributions les plus connues figure sa participation aux travaux de décoration en céramique de la Mosquée Émir Abdelkader à Constantine. Elle a également mené divers projets en France et en Italie, tout en collaborant avec des particuliers pour la restauration et l'aménagement de demeures historiques.

Diplômée de l'École supérieure des beaux-arts d'Alger, elle a également enrichi sa formation au sein de l'atelier de Choukri Mesli. Son parcours l'a conduite à participer à de

nombreuses expositions en Algérie, notamment à Alger, Constantine et Oran, mais aussi à l'international, avec des participations en Syrie, en Égypte, en Italie, en France, en Iran, en Libye, en Afrique du Sud ainsi qu'à la Biennale de Dakar.

À travers « Spectre de couleurs », l'artiste propose au public une « nouvelle occasion » de découvrir son travail, marqué par une recherche constante autour de la couleur, de la forme et de l'expression plastique. Une exposition qui s'inscrit dans la continuité d'un parcours artistique riche et diversifié, construit entre peinture et céramique. L'exposition est ouverte au public du 4 juin au 4 juillet au Palais de la Culture.

Trait d'esprit

“Comprendre, ce n'est pas tout comprendre, c'est aussi reconnaître qu'il y a de l'incompréhensible.”

Edgar Morin

Accidents de la route

38 décès et près de 2 000 blessés en une semaine



38 personnes sont décédées et 1890 autres ont été blessées dans 1557 accidents de la route survenus du 31 mai au 6 juin 2026, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef, avec 3 morts et 91 blessés, suite à 72 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 2470 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas de Sétif (130 incendies), Batna (103) et Oran (101). Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et de baignade, mis en place à partir du 1er juin courant, 1060 interventions ont été effectuées, ayant permis de sauver de la noyade 799 personnes et de prodiguer des soins de première urgence à 181 autres, en plus de l'évacuation de 7 autres personnes vers les structures de santé. Toutefois, 4 cas de décès par noyade ont été déplorés dans les wilayas d'Oran, Ain-Témouchent et Mostaganem. Dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récoltes, la Protection civile a procédé à l'extinction de 251 incendies du couvert végétal.

Le ministère des Sports lance une plateforme pour recenser les sportifs d'élite

Le ministère des Sports a annoncé dans un communiqué le lancement imminent d'une plateforme numérique dédiée au recensement des sportifs d'élite et de haut niveau. Cette initiative, officialisée hier par le ministère, constitue l'épine dorsale d'un dispositif plus large visant à offrir à ces athlètes des mesures exceptionnelles pour poursuivre leur formation et s'intégrer aux corps spécifiques du ministère. L'objectif est de créer une base de données exhaustive et fiable. Cet outil numérique a pour vocation de faciliter le traitement des dossiers, tout en garantissant le respect des principes de transparence et d'égalité des chances, conformément aux critères réglementaires en vigueur. En centralisant les informations de manière rigoureuse, l'État entend ainsi proposer un accompagnement sur mesure aux sportifs qui représentent le pays sur la scène internationale. Pour les sportifs concernés, cette transition numérique implique une certaine vigilance. Le ministère les invite à rester particulièrement attentifs aux annonces officielles concernant l'ouverture du portail et les délais d'inscription. La préparation en amont des pièces justificatives est également cruciale. Les candidats devront notamment présenter un certificat attestant de leur statut de sportif d'élite ou de haut niveau, ainsi que les documents validant leur niveau d'études. La rigueur dans le renseignement des informations est essentielle, le ministère insistant sur la nécessité absolue de fournir des données exactes et complètes pour éviter tout retard ou rejet dans le traitement des dossiers. Cette opération vise à valoriser le parcours de ceux qui contribuent quotidiennement au rayonnement du sport national. Il s'agit de reconnaître que la performance sportive ne doit pas se faire au détriment de l'avenir professionnel ou académique de l'athlète. En facilitant ce double projet, le ministère entend offrir à ses sportifs les meilleures conditions pour réussir leur reconversion et s'épanouir pleinement une fois leur carrière terminée.

Mondial 2026

Le quota de billets pour les supporters iraniens suspendu

La Fédération iranienne de football a annoncé que les États-Unis ont retiré le quota de billets réservé aux supporters iraniens pour la Coupe du Monde, empêchant la fédération de distribuer officiellement ces billets. En respect avec les règlements de la FIFA, 8 % de la capacité des stades devaient être réservés aux supporters de chaque pays, mais cette allocation a été annulée, compliquant la participation des fans iraniens déjà organisés.

Face à la 17^e épidémie d'Ebola en RDC et en Afrique centrale L'UE débloque 5 millions d'euros

La commissaire européenne Hadja Lahbib a réaffirmé le soutien de l'Union européenne dans la lutte contre Ebola en Afrique centrale, lors d'une visite à Addis-Abeba. Après une mission en RDC,

épisode de l'épidémie avec 515 cas et 91 décès, l'UE a annoncé le



déblocage de plus de 5 millions d'euros pour renforcer la réponse sanitaire. Elle a souligné que la gestion des crises sanitaires doit être une responsabilité collective, aucun pays ne devant faire face seul à cette menace.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

LIGNE FERROVIAIRE LAGHOUAT-GHARDAÏA-EL MENIA

Lancement des travaux en septembre

Les travaux de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire reliant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa et El Menia sur une distance d'environ 500 km devraient débuter en septembre prochain, a indiqué, hier, Bachir Mokrani, chargé de la direction des transports guidés et du transport ferroviaire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Dans une déclaration à la presse en marge de la deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026), ouverte mardi au Centre des conférences «Mohamed Benahmed» d'Oran, M. Mokrani a souligné que ce projet important s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale d'extension et de modernisation du réseau ferroviaire, notamment de l'axe stratégique reliant Alger à Tamanrasset. Il a précisé que «certaines sections de cet axe sont déjà en exploitation», relevant que «les travaux du tronçon reliant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa et El Menia, sur près de 500 km, démarreront en septembre prochain». Le même responsable a ajouté que les études techniques relatives à cette nouvelle ligne sont achevées à 100 pour cent, grâce à des bureaux d'études nationaux, soulignant que les travaux seront réalisés par des entreprises algériennes, avec des compétences et une main-d'œuvre nationale. Il a également indiqué que le délai contractuel fixé pour la réalisation du projet est de 24 mois, soulignant que le ministère de tutelle, en coordination avec le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, à travers



l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), œuvrera à réduire ces délais et à accélérer le rythme des travaux, afin de mettre la ligne en service dans les meilleurs délais. Pour rappel, le salon «Algérie Rail Expo 2026», inauguré par le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et

des Transports, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, réunit près de 40 exposants issus d'entreprises nationales publiques et privées, notamment la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Cosider et GICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte.. ■

L'ALGÉRIE INNOVE EN IA

Un modèle de programmation en arabe adopté mondialement



Un modèle de programmation dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) en langue arabe, conçu par le chercheur Rabah Abderrahmane Mouissat de l'université Kasdi-Merbah d'Ouargla (UKMO), a été adopté par la plateforme mondiale d'IA « Featherless-AI ».

Interrogé par l'APS, M. Mouissat a indiqué que le projet, nommé « Ara-Code-7B », corrobore la présence de compétences scientifiques et technologiques algé-

riennes dans le domaine de l'innovation informatique et de l'IA, notamment en programmation et en génération de codes informatiques en arabe. Il vise, outre la programmation, à simplifier les codes informatiques en arabe afin de permettre aux chercheurs, développeurs et étudiants d'assimiler les notions technologiques et numériques complexes en arabe. Ce modèle permet de suggérer des solutions informatiques et d'insérer intelligemment ces codes arabes afin d'en faire

un support didactique et technologique qui étaye le contenu numérique arabe dans les domaines de l'IA et de l'informatique. Il s'agit d'une étape importante dans le développement des contenus numériques arabes en IA, notamment à l'ère de la demande croissante de modèles exploitant la langue arabe dans les domaines de l'innovation technologique, notamment en informatique, a souligné le chercheur. Ce dernier a également indiqué qu'il ambitionnait de développer des modèles d'IA algériens capables de contribuer à des solutions technologiques innovantes au service des secteurs de l'éducation et des technologies. Cet exploit reflète le niveau scientifique atteint par les diplômés de l'UKMO et témoigne de sa capacité à former des compétences capables de s'imposer dans le domaine de l'innovation technologique moderne et de l'intelligence artificielle, notamment dans les domaines de la programmation et de l'analyse de données. ■